



République Démocratique du Congo

Rapport de Progrès à mi-période de la République Démocratique du Congo

et

Requête de fonds additionnels auprès du Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier FCPF

Coordination Nationale REDD

Juillet 2013

Sommaire

1. Bilan des progrès réalisés dans la mise en œuvre du Plan de préparation à la REDD (R-PP)	3
1.1 Arrangements nationaux actuels pour la gestion de la préparation à la REDD+	3
1.2 Consultation, participation et sensibilisation	4
1.3 Préparation de la stratégie REDD+	6
1.3.1 Etat des lieux de la déforestation et de la dégradation des forêts.	6
1.3.2 Options pour la stratégie REDD+	6
1.3.3 Cadre de mise en œuvre.....	7
1.4 Impacts sociaux et environnementaux.....	8
1.5 Niveau de référence des émissions	9
1.6 Système de suivi des forêts	10
1.7 Système d'information sur les bénéfices multiples, les autres impacts, la gouvernance et les sauvegardes	11
2. Analyse des progrès effectués dans les activités financées par le don de préparation du FCPF	11
2.1 Matrice consolidée des financements de préparation à la REDD+ EN RDC au 31/12/2012	11
2.2 Analyse des progrès effectués dans les activités financées par le don de préparation du FCPF ..	13
2.3 Plan de financement de toutes les activités, toutes sources de financement confondues	14
3. Respect des principes de l'Approche Commune	15
4. Requête additionnelle de fonds adressée au FCPF :	18
4.1 Objectif de la phase de préparation couverte par la requête	18
4.2 Durée de la phase de préparation couverte par la requête :	18
4.3 Résultats attendus de la phase de préparation :	18
4.4 Partage des coûts de la phase de préparation entre les différents bailleurs :	19
4.5 Montants des fonds demandés au FCPF et leur ventilation :	19
4.6 Activités prises en compte pour achever la phase de préparation	20
4.6.1 Appui à la société civile.....	20
4.6.2 Information des parties prenantes:	21
4.6.3 Fonds national REDD	21
4.6.4 Mise au point du Registre	22
4.6.5 Suivi évaluation des projets pilotes et autres initiatives	22
4.6.6 Système REDD de suivi du couvert végétal de la RDC	23
4.6.7 Validation des études d'impact, enquêtes ménages, Moabi, gestion des plaintes	23
4.6.8 Mise à jour de la Stratégie Nationale REDD	24
4.6.9 Formulation d'un programme d'investissement REDD	25
4.6.10 Engagement politique	25
4.6.11 Déploiement et fonctionnement des points focaux en province :	26
4.6.12 Gestion du Processus	27
5. Priorités et Chronogramme des activités de la CNREDD	27
6. Annexes	29
<i>Annexe 1: auto-évaluation de l'état d'avancement des critères / indicateurs du R-Package</i>	29
<i>Annexe 2: Lien entre la préparation à la REDD+ et la gouvernance</i>	30
<i>Annexe 3: Projets pilote et opérations ponctuelles</i>	32

Annexe 4: Dépenses et engagements au 31 décembre 2012	35
Annexe 5 : consultations dans le cadre de la révision de la requête de fonds additionnels.....	37
Annexe 6 : Budget détaillé de la requête additionnelle et de la phase d'achèvement de la préparation de la REDD.	41
Annexe 7: Grant Reporting and Monitoring Report	47

1. Bilan des progrès réalisés dans la mise en œuvre du Plan de préparation à la REDD (R-PP)

En janvier 2009, une première mission conjointe à Kinshasa a réuni le Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme de RDC (MECNT), les partenaires internationaux (FCPF, ONU-REDD) et nationaux (société civile). Elle a conduit à un premier engagement des partenaires multilatéraux au processus REDD en RDC (0.2M\$ du FCPF, 1.8M\$ de l'ONU-REDD).

En mai 2009, le Coordonnateur National REDD est recruté, ainsi qu'un conseiller technique international. L'équipe se renforce progressivement et la Coordination Nationale est officiellement instituée par décret en novembre 2009, aux côtés de deux autres organes de décision (Comité National REDD) et de planification (Comité Interministériel REDD). Des premières activités de sensibilisation, de consultation et d'études sont engagées. En mars 2010, le Conseil d'Orientation de l'ONU-REDD et le Comité des Participants du FCPF approuvent des financements supplémentaires pour la mise en œuvre du R-PP de la RDC (3.4M\$ du FCPF et 5.5M\$ de l'ONU-REDD). Depuis, la Coordination Nationale REDD (CN-REDD) met en œuvre le processus de préparation à la REDD+ (phase 1) dans l'objectif de permettre au pays d'entrer dans la phase d'investissement (phase 2).

Depuis 2009, le rythme de mise en œuvre du programme est resté très soutenu. Le processus REDD+ national a connu de nombreuses avancées et maintient sa perspective d'entrer en phase 2 à très court terme. Le processus exige une forte réactivité. Certains chantiers ont été renforcés ou modifiés, à l'image de la préparation de la stratégie, du lancement des projets pilote ou encore du dialogue politique. Certains sont terminés comme le consensus national sur les causes de la déforestation, la stratégie nationale, la procédure d'homologation, d'autres sont dans un état assez avancé et ont connu des progrès substantiels, en particulier l'Évaluation Environnementale et Sociale Stratégique (EES), les Cadres de Gestion Environnementaux et Sociaux (CGES), et les standards nationaux environnementaux et sociaux. D'autres chantiers prennent un peu de retard, mais ils s'inscrivent généralement dans une perspective à plus long terme et ne sont pas nécessairement bloquant pour l'entrée en phase 2, à l'image des efforts de décentralisation.

Ces avancées sont d'autant plus significatives que le processus de préparation à la REDD+ a été et reste confronté à certaines difficultés:

- Les élections présidentielle et législative de novembre 2011 jusqu'à l'instauration d'un nouveau gouvernement et d'un nouveau parlement en avril 2012 se sont traduites par une période d'incertitude politique et le besoin de relancer la sensibilisation sur le processus REDD+ auprès des nouveaux décideurs.
- Le déficit d'expertise technique au niveau national, la faible gouvernance et l'immensité du pays sont autant de freins à la mise en œuvre du processus REDD+.

L'annexe 1 synthétise les progrès accomplis par référence aux critères et indicateurs du R-Package approuvé par résolution lors de la réunion du Comité des Participants du FCPF en mars 2013 à Washington DC.

1.1 Arrangements nationaux actuels pour la gestion de la préparation à la REDD+

Le cadre institutionnel actuel de gestion de la préparation à la REDD+ a été établi en novembre 2009 par décret du Premier Ministre. Il instaure un organe de décision (Comité National), un organe de

planification (Comité Interministériel) et un organe de mise en œuvre (Coordination Nationale). Il suggère aussi la mise en place d'un Conseil Scientifique. Ce dernier n'a pas été mis en place car non jugé opportun à ce jour.

Dans les faits, le processus a été géré essentiellement par la Coordination Nationale REDD (CN-REDD). Elle a été dotée des moyens logistiques, humains, techniques et financiers pour assurer sa mission et porter la phase de préparation à la REDD+ depuis 2009. Elle a notamment permis de :

- Mettre en place et former une équipe de vingt professionnels ;
 - Illustration : séminaire d'intégration en septembre 2010 à Muanda.
- Assurer la gestion administrative et financière, coordonner les partenaires techniques et financiers nationaux et internationaux, programmer et mettre en œuvre tous les chantiers de la phase de préparation ;
- Appuyer la délégation de la RDC dans le cadre des négociations internationales (CCNUCC) et dans les autres rencontres sur la REDD+ ;
 - Illustration : participation systématique de la CN-REDD aux travaux de la CCNUCC (Copenhague, Cancun, Durban, Bonn, Bangkok, Tianjin, Panama...) et aux rencontres du Partenariat REDD (Paris, Oslo, Berlin...).

Les Comités National et Interministériel ont joué un rôle modeste. Ils ont néanmoins permis d'organiser et de normaliser le partage d'information. Cela s'est réalisé au travers de consultations avec les différents ministères clé et tous les autres partenaires directement ou indirectement impliqués dans le processus REDD+ (société civile, secteur privé, etc.). Cela s'est traduit par la montée en compétence des comités même s'ils n'ont pas joué leur mission première. Les activités suivantes sont à noter concernant ces comités :

- Seize réunions officielles des comités depuis 2010 ;
- Trois séminaires de formation et de travail à Kisantu entre 2011 et 2012 ;
- Participation systématique dans les missions conjointes et les principaux ateliers techniques ;
- Mise à disposition d'ordinateurs portables (février 2012).

Le déploiement en province n'a démarré que depuis mi-2012 avec la mise en place des Points Focaux Provinciaux. Une de leurs premières missions a été d'établir des relations avec les Gouvernements provinciaux et les services déconcentrés de l'État (Ministère de l'Environnement, etc.).

Des évolutions devront être apportées dans les arrangements institutionnels et organisationnels pour tenir compte des avancées dans la préparation à la REDD+ tout en tirant les leçons des difficultés passées. Des discussions sont en cours au niveau gouvernemental et devraient aboutir à la révision du Décret portant organisation du processus REDD en RDC. Il s'agirait d'ancrer le processus REDD+ à un plus haut niveau politique (Présidence et Primature) avec une forte implication du Ministère des Finances. Un Comité National de Pilotage REDD+ remplacerait les deux Comités existants (National et Interministériel) et pourrait assurer le pilotage du Fonds National REDD.

1.2 Consultation, participation et sensibilisation

Le processus national REDD est fortement participatif, consultatif, transparent et inclusif. La CN-REDD dispose de bureaux ouverts et accueille en permanence les représentants des parties prenantes qui la sollicitent. Un dialogue constant a été instauré avec la société civile organisée en plate-forme commune appelée Groupe de Travail Climat REDD (GTCR). De nombreuses réunions de concertation ont été tenues de manière ordinaire ou en réponse à des besoins ponctuels. Si les vues sont parfois

divergentes, le dialogue a toujours été maintenu et le MECNT a assuré un rôle d'arbitrage et de facilitation lorsque nécessaire. Ce processus renforce progressivement la confiance entre les acteurs et la dynamique de partenariat. Il se heurte néanmoins à des lacunes en termes de capacités et de structuration de la société civile. La CN-REDD a proposé d'appuyer le GTCR en ce sens.

La participation a été aussi forte au niveau de l'administration. De multiples chantiers ont vu le jour, notamment sur la programmation PIF ou encore le dialogue politique. De manière concrète, la mise en place des trente groupes de coordination thématique (GCT) en janvier 2011 et leur évolution vers seize coordinations thématiques (CT) en février 2012 ont permis de mobiliser des représentants de dix-sept ministères différents couvrant l'ensemble des domaines essentiels et pertinents pour la REDD+.

Le secteur privé a systématiquement participé aux ateliers de discussion. Dans la phase préliminaire de préparation, le secteur privé n'avait pas forcément mesuré l'étendue des enjeux. Avec les travaux de programmation, notamment dans le cadre du PIF, et l'entrée en phase d'investissement, le secteur privé se mobilise.

Sur toutes les composantes du R-PP (consensus national sur les causes de la déforestation, stratégie d'investissement PIF, stratégie nationale, préparation des standards socio-environnementaux, etc.), y compris lors de sa préparation, des plans complets de consultation et de participation de la société civile et du secteur privé ont été élaborés et déployés.

Pour ce qui concerne les activités spécifiques à l'information, l'éducation et la Communication (IEC), la CN-REDD dispose d'une cellule dédiée, responsable d'une grande diversité d'actions:

- Réalisation des Universités Internationales REDD. Grand événement de formation intensive à la REDD et au développement durable ouvert au public.
 - 2010 : 9 journées de formation, 300 bénéficiaires au total, 110 participants chaque jour, 10 pays africains représentés
 - 2011 : 10 journées de formation, 800 bénéficiaires au total, 300 participants chaque jour, examen réussi pour 200 participants
- Organisation ou soutien actif à plus de quarante événements de formation et de sensibilisation auprès de différentes catégories d'acteurs (universités et écoles, réseaux de journalistes, confessions religieuses, jeunesse, peuples autochtones, ONG, provinces...)
 - Illustration : Forum de la jeunesse pour Rio+20 et campagne de plantation avec 3.000 jeunes de Kinshasa, concert de sensibilisation et appui à la production de chansons d'éducation (juin 2012)
- Réalisation et diffusion de supports de communication, notamment de cinq saynètes radio et autant de saynètes TV pour sensibiliser la population congolaise en général à la REDD. Calendriers, dépliants, articles de presse, émissions télévisées...

La Coordination Nationale a souhaité réorganiser son équipe et son fonctionnement en septembre 2011 afin d'accélérer les réalisations en matière d'IEC. En partenariat avec la société civile et la cellule de communication du MECNT, un plan d'action a été actualisé et mis en œuvre, comprenant notamment:

- un site internet et un registre complet de toutes les activités d'IEC depuis 2009 ;
- Des outils de diffusion d'IEC REDD plus systématiques (chansons et concerts, films...)
- une réforme du programme éducatif national en matière de REDD, de climat et d'environnement ;

- un plan de communication et un programme de renforcement des capacités pour la période 2013-2016 ;
- un plan de mise en œuvre de la campagne dans les territoires en cours de déploiement ;
- un plan de déploiement d'un réseau de radios de proximité pour REDD ;
- un plan de préparation de la société civile en cours de déploiement.

Au regard des ambitions du R-PP, cette sous-composante peut être considérée comme partiellement réalisée. Le déploiement dans les territoires reste à faire. On pourra également réduire à 7 le nombre des Coordinations Thématiques (CT).

1.3 Préparation de la stratégie REDD+

1.3.1 Etat des lieux de la déforestation et de la dégradation des forêts.

L'étude sur la lutte contre la déforestation et la dégradation forestière a été réalisée entre janvier et octobre 2010. La construction d'un consensus national sur les causes de la déforestation et de la dégradation forestière a été discutée au cours d'un atelier en novembre 2011. Ce consensus national a intégré les remarques de la société civile et a été finalisé en avril 2012. Ce travail (en collaboration avec la FAO) s'est appuyé sur les résultats de plusieurs chantiers engagés depuis 2010 :

- Revue bibliographique des moteurs de la déforestation en RDC par la société civile (février-mai 2010) ;
- Analyse qualitative des moteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts en RDC par la société civile (mars-novembre 2011) ;
- Analyse de terrain des facteurs de déforestation dans le cadre de l'étude environnementale post-conflit du PNUE (juillet 2010-novembre 2011) ;
- Analyse quantitative des causes de la déforestation et de la dégradation des forêts en RDC par l'Université Catholique de Louvain (UCL - juillet 2010-novembre 2011) ;
- Consultations et revue qualitative des résultats de l'analyse de l'UCL par la société civile (septembre 2011-avril 2012).

1.3.2 Options pour la stratégie REDD+

La RDC s'est dotée d'une Stratégie Nationale REDD depuis novembre 2012. La stratégie est articulée autour de sept piliers stratégiques (Agriculture, Energie, Forêt, Gouvernance, Aménagement du Territoire, Foncier et Démographie). Elle a été développée en concertation avec toutes les parties prenantes (administration, société civile, secteur privé, Coordinations Thématiques, partenaires techniques, etc.) selon un processus novateur (voir encadré ci-dessous).

Pour assurer la mise en commun des données, la participation de toutes les parties prenantes et la transparence des échanges, un processus innovant, non développé dans le R-PP, a été élaboré lors d'un atelier de deux jours tenu en novembre 2010. Il a rassemblé 160 représentants de toutes les parties prenantes et de tous les secteurs pour travailler sur l'identification des grandes options potentielles en matière de stratégie REDD. En janvier 2011, trente groupes de coordination thématique ont été mis en place, réorganisés en février 2012 en seize coordinations thématiques (CT) impliquant plus de 400 personnes issues de toutes les parties prenantes, dont 17 ministères représentés (cf. 1.1b.).

Elle est l'aboutissement d'un long processus construit pas à pas dont les quelques étapes suivantes peuvent être rappelées :

- Étude sur le potentiel REDD en RDC entre octobre et novembre 2009 avec le concours de Mc Kinsey : cette étude a permis de clarifier les hypothèses de base pour orienter les travaux d'approfondissement et de préparation ;
- Études identifiées dans le R-PP : étude exploratoire (novembre 2009), retour d'expériences (octobre 2010), causes de la déforestation (avril 2012), analyse des programmes sectoriels, étude sur le cadre de mise en œuvre et la répartition des revenus (juin 2012) et évaluation environnementale et sociale stratégique (novembre 2012) ;
- Activités de programmation (non planifiées dans le R-PP) : six programmes anticipés (2010), travaux de préparation de la stratégie et des programmes d'investissement PIF (2011-2012), préparation de l'ER-PIN (Emission Reduction Program Idea Note) dans la future province de Mai-Ndombe.

La Stratégie Nationale REDD a été produite, validée par les parties prenantes, adoptée en Conseil des Ministres en novembre 2012 puis présentée à la COP18 à Doha. Selon les recommandations de l'évaluateur indépendant, cette Stratégie Nationale REDD devra être actualisée sur base la de retours d'expérience issues d'investissements concrets sur le terrain (projets pilotes, PIF, ER Programme, etc.). Les projets pilote ont en effet démarré tardivement, et n'ont pu produire les effets escomptés lors de la conception de la stratégie nationale. Une présentation de ces projets est néanmoins présentée en annexe 3.

1.3.3 Cadre de mise en œuvre

De nombreux chantiers ont été engagés et ont permis de produire des analyses et des outils pertinents pour alimenter le futur cadre de mise en œuvre de la REDD en RDC :

- Promulgation de la loi cadre sur l'environnement (juillet 2011) ;
- Arrêté et manuel de procédure pour l'homologation des projets REDD+ susceptibles de générer des crédits carbone (formation et validation par le Comité National en juin 2011, promulgation en février 2012) ;
- Mise en place d'une première version d'un registre national des financements et activités REDD en RDC.
 - Ce registre a vocation à devenir la plate-forme informatique du système d'information et de gestion du processus REDD, intégrant notamment les niveaux de référence issus de la modélisation, le MRV et les standards nationaux environnementaux et sociaux (SIS), etc.
- Création du fonds national REDD et opérationnalisation:
 - Atelier de consultation sur le mécanisme financier pour REDD en RDC (octobre 2010) ;
 - Proposition de TDR et consultations des parties prenantes (juin-novembre 2011) ;
 - Mandat ministériel donné au PNUD pour la mise en place d'un fonds national avec administration par le PNUD de manière intérimaire (décembre 2011) ;
 - Mission internationale (avril 2012) ;
 - Travaux de révision des TDR par le PNUD, le MECNT et le Ministère des Finances avec la participation de la Norvège (mai 2012) ;
 - Signature du Protocole d'Accord Gouvernement/PNUD et lancement du Fonds National REDD (novembre 2012).

- Partenariat avec GLOBE International pour appuyer les Parlementaires à la préparation et la mise en œuvre des réformes pour la REDD+ en RDC :
 - Étude globale du cadre de mise en œuvre pour REDD en RDC (juin 2012) ;
 - Benchmark international des cadres de mise en œuvre pour la REDD+, va démarrer au second semestre 2013 sous la conduite de la CN REDD, et sera alimenté par l'étude comparative du PNUE sur les cadres de mise en œuvre en RDC, au Vietnam et en Indonésie ;
 - Mobilisation et renforcement des capacités des parlementaires de RDC.
- Études sur la gouvernance de la REDD+ :
 - Lutte contre la corruption en RDC dans le cadre du processus REDD+ (PwC, NORAD, PNUD) ;
 - Économie politique de la REDD+ en RDC (Banque Mondiale).
- Partage des revenus en matière de REDD :
 - Ateliers et consultations avec l'appui d'experts internationaux (janvier et septembre 2011) ;
 - Options sur le partage des revenus (Conservation International, avril 2012).
- Expérimentation du CLIP mené par le WWF, avec élaboration d'une proposition de méthodologie présentée au Comité National REDD.

Les circonstances politiques nationales n'ont pas permis d'engager les réformes prévues, mais les avancées sont significatives en matière d'amélioration de la gouvernance (cf. Annexe 2). Il conviendra dans les années à venir de poursuivre les efforts d'adaptation du cadre législatif et réglementaire, tout en finalisant le Registre national et l'opérationnalisation du Fonds National REDD.

1.4 Impacts sociaux et environnementaux

Un comité de suivi des risques (et co-bénéfices) sociaux et environnementaux pour la REDD en RDC a été institué par arrêté ministériel en avril 2011. Il comprend vingt membres représentant l'ensemble des parties prenantes (administration nationale, société civile et partenaires internationaux).

Ce comité assure le suivi et la validation de toutes les activités ayant trait aux sauvegardes socio-environnementales de la REDD+ en RDC.

Un large travail d'élaboration participative, de consultations et de renforcement des capacités a été mené pendant huit mois avec la société civile sous mandat et supervision de la CN-REDD sur la question des standards socio-environnementaux :

- Revue bibliographique (avril 2011) qui a permis l'élaboration de standards nationaux et le renforcement des échanges avec les partenaires internationaux (CCBA / REDD+, UN-REDD PNUE et PNUD, Banque Mondiale, etc.) ;
- Discussion des standards ainsi produits dans six provinces (mai-juillet 2011) ;
- Test des standards sur trois sites pilote REDD (juin-juillet 2011) ;
- Formalisation des standards nationaux (août-décembre 2012) et soumission au MECNT.

La mission d'évaluation environnementale et sociale stratégique (EESS) a démarré en février 2012, en parallèle de l'élaboration de la stratégie nationale. Les deux processus se sont alimentés mutuellement.

Ce travail permet de disposer aujourd'hui :

- De standards nationaux sociaux et environnementaux ;

- D'un cadre de gestion environnemental et social (CGES) et de cadres spécifiques :
 - Cadre de Politique de Réinstallation Involontaire (CPRI) ;
 - Cadre de Gestion du Patrimoine Culturel (CGPC) ;
 - Cadre de développement pour les Peuples Autochtones (CDPA) ;
 - Cadre de Politique d'Information (CPI) ;
 - Cadre Fonctionnel (CF).
- D'un guide méthodologique et d'une ébauche d'un système d'information sur les sauvegardes (SIS) pour collecter et organiser les données sociales et environnementales et contrôler le respect des standards dans la mise en œuvre des futurs projets REDD+.

Il convient désormais de faire valider tous les outils ainsi produits (cadres de gestion, ébauche de SIS, etc.) par le comité de suivi des risques (et co-bénéfices) sociaux et environnementaux tout en veillant à l'intégration des systèmes d'information (Registre, SIS, etc.).

1.5 Niveau de référence des émissions

Un ensemble d'activités est engagé pour collecter l'information de base et alimenter les deux composantes clé pour l'élaboration du niveau de référence : les données historiques et les données sur les circonstances nationales (cf. R-PP).

- Le sondage national auprès de 30 000 ménages a démarré. L'Institut National de la Statistique qui pilote le chantier a ainsi intégré dix pages de questionnaire développées par la CN-REDD pour fournir des données quantitatives de grande valeur avec une couverture géographique nationale à l'échelle des territoires.
- L'étude menée par IIASA au niveau régional a aussi permis de collecter des éléments pertinents pour alimenter la compréhension des circonstances nationales, y compris des dynamiques internationales pouvant influencer la trajectoire de déforestation congolaise.
- De plus, les données chronologiques ont été enrichies par deux grandes initiatives, utilisant des méthodologies complémentaires et dont la comparaison a montré la cohérence et l'homogénéité. Les résultats de ces études ont été compilés dans l'édition 2010 de l'Etat des Forêts du Bassin du Congo, ouvrage de référence bisannuel produit par la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC) et ses partenaires au travers de son Observatoire des Forêts d'Afrique Centrale (OFAC).
- La première initiative, FACET, a été menée par l'Observatoire Satellital des Forêts d'Afrique Centrale (OSFAC) en collaboration avec les Universités du Dakota du sud et du Maryland, avec le soutien de l'USAID-CARPE. Elle a permis de réaliser un atlas de la couverture forestière et des changements du couvert forestier en RDC pour la période 2000-2005-2010 selon une méthodologie « mur à mur » utilisant principalement des images Landsat.
- La deuxième initiative est issue du travail de l'Université Catholique de Louvain (UCL) et du Centre Commun de Recherche de l'Union Européenne. Utilisant quant à elle une méthodologie par échantillonnage, elle a permis de produire des données de déforestation et dégradation mais aussi de reforestation et de régénération pour les périodes 1990-2000 et 2000-2005.
- L'historique des données 1990-2000-2005-2010 permet ainsi d'alimenter les réflexions sur différents chantiers (scénario de référence, programmes PIF) même si ces données ne sont pas réputées satisfaire les prérequis d'un MRV carbone phase 3.

Au-delà de ces chantiers spécifiques, le chantier de préparation du niveau de référence est alimenté par de nombreux programmes développés en parallèle visant à collecter des données pour d'autres sections du R-PP (travaux des CT, analyse des coûts, modélisation...).

Parallèlement, un travail de mise en cohérence pour définir une vision de développement à long terme a été lancé afin d'inscrire le processus REDD+ en RDC dans un agenda de réformes et d'investissements plus ambitieux : le développement vert de la RDC. La CN-REDD a ainsi participé à un atelier international sur l'approche « Story and Simulation » (SAS) à Nairobi (septembre 2011). En partenariat avec le PNUE et le Ministère du Plan, un chantier de modélisation a été lancé dans le prolongement de cet atelier :

- Atelier de cadrage : 90 représentants des GCT réunis pendant deux jours ont dégagé quatre storylines (futurs scénarios de développement possibles du pays) – (novembre 2011)
- Consultations, préparation des TDR, identification et négociations avec les partenaires, contractualisation avec le Millenium Institute (décembre 2011-avril 2012)
- Atelier de préparation de l'outil de modélisation (avril 2012): les mêmes représentants des GCT se sont réunis pendant deux jours avec l'appui du Millenium Institute, du PNUE, de IIASA et de l'UCL pour élaborer le cadre logique des forces motrices au cœur du futur modèle

En dépit du retard pris par certains chantiers associés à son élaboration, la RDC devrait donc finalement disposer d'un niveau de référence d'ici la fin 2014, en ligne avec les ambitions du R-PP. Ce niveau de référence s'appuiera sur des données quantifiées, sur un outil de modélisation innovant et sur une méthodologie qu'il sera nécessaire d'améliorer et de compléter progressivement par la suite. Il est à noter que le nombre d'initiatives en cours traitant du suivi de la couverture forestière en RDC, chacune avec ses avantages et ses faiblesses, n'a pas facilité pas la tâche de la RDC sur les orientations à prendre. La diversité des options rend en effet la décision plus difficile.

1.6 Système de suivi des forêts

Un plan de mise en place du système MRV carbone phase 2 est disponible. Il est en cours de mise en œuvre. La RDC est devenue le premier pays "compliant phase 2" en décembre 2011 en dévoilant son système national de surveillance des forêts pendant la COP17 à Durban. Une première version du système est disponible sur internet à l'adresse suivante <http://www.rdc-snsf.org/>: Elle contient un document d'information sur le système ainsi qu'un questionnaire à remplir par les utilisateurs (2011). Cette première version reste à actualiser. L'actualisation devra intégrer tous les produits de sortie des autres processus en cours de développement, tout en validant (pré-inventaire en cours) la typologie forestière à retenir.

Les locaux du SNSF et de l'IFN (Inventaire Forestier National) sont en cours d'équipement. Du matériel a été fourni à la DIAF. Plusieurs séminaires de formation des cadres de l'administration et de la société civile ont été organisés (exemple: cinq techniciens de la DIAF ont suivi des formations sur l'utilisation et le développement de la plateforme TerraCongo au Brésil et à Rome en 2011). Le plan de préparation et une première ébauche pour la méthodologie de l'IFN coordonnés avec tous les partenaires est en cours de consolidation (réunion multipartites d'avril 2011, nombreuses missions).

La planification détaillée de chacune des composantes MRV (Inventaire GES, IFN et SNSF) est finalisée avec la DDD et la DIAF (2011). Deux documents cadre ont été finalisés en 2012: (i) document de synthèse sur les Systèmes de Surveillance, Mesure, Notification et Vérification de la mise en œuvre du mécanisme de la REDD+ et (ii) document pour la feuille de route, activités et risque par composante.

Les travaux engagés par la FAO à l'échelle régionale garantissent la coordination avec la COMIFAC et permettent de mobiliser des moyens supplémentaires pour le programme national. Ce programme a été adopté par le CBFF, la BAD et les pays de la COMIFAC (2011) et lancé en janvier 2012. Des cofinancements sont mobilisés en coordonnant les opportunités (don JICA, document de projet OIBT...).

Au final, la partie 4a du R-PP a été fortement réorganisée, notamment du fait que les normes internationales tardent à être établies pour l'élaboration d'un système MRV compatible avec la phase 3 de REDD. Le chantier et les besoins sont importants dans le contexte congolais. Le MECNT a ainsi réorienté ses priorités pour mettre en place un système propre à accompagner le lancement de la phase 2 (TerraCongo, SNSF), déployer la formation et les installations de base, coordonner les acteurs et planifier les étapes à venir en ce qui concerne l'inventaire forestier national, l'inventaire de gaz à effet de serre et le système de surveillance des terres par satellite conforme aux normes de la phase 3. Un objectif minimaliste serait d'avoir un système MRV opérationnel à l'échelle de la Province du Bandundu d'ici la fin 2014, avec le souci d'opérationnaliser un premier Programme de Réductions d'Emission dans cette Province.

1.7 Système d'information sur les bénéfices multiples, les autres impacts, la gouvernance et les sauvegardes

Le système d'information sur le suivi des risques et bénéfices multiples résultera des travaux engagés dans le cadre des chantiers « standards » et « SESA », et du cadre de mise en œuvre au sens large (étude sur la gouvernance, registre national...).

Un système d'information sur les standards sera consolidé d'ici décembre 2013 sur base des contributions des chantiers évoqués ci-dessus. Il capitalisera aussi sur la cartographie préliminaire des bénéfices multiples développée par le MECNT avec l'appui du PNU. Dans le prolongement de la loi-cadre sur l'Environnement promulguée en juillet 2011, l'Agence Nationale pour l'Environnement devrait voir le jour et sans doute alors porter la consolidation des données et l'élaboration du système MRV complet).

2. Analyse des progrès effectués dans les activités financées par le don de préparation du FCPF

2.1 Matrice consolidée des financements de préparation à la REDD+ EN RDC au 31/12/2012

(hors projets pilote et opérations ponctuelles décrits en Annexe 3)

Le tableau n° 1 de la matrice consolidée (ci-après) fait apparaître l'ensemble des financements mobilisés par la CNREDD jusqu'au 31 décembre 2012, leur allocation, les décaissements correspondants et les soldes disponibles à cette date.

Tableau n° 1 : matrice consolidée des financements de la préparation à la REDD+ au 31/12/2012

DEVISE : DOLLARS US

Sources de Financement		Chantiers/Sous-chantiers /Activités	Allocations (A)		Décaissements (C)	Solde (D=A-C)
			Année	montant		
FCPF	Don prép	Soutien à la Coordination Nationale REDD pour la rédaction du R-PP; Soutien au fonctionnement de la CN REDD (dépenses opérationnelles); Soutien au processus de consultation et de validation du R-PP (ateliers)	2009	200 000	200 000	-
	Don	Païement du personnel de la CN-REDD, en particulier le Coordonnateur National, les experts nationaux en charge de la stratégie, information, éducation et communication et les points focaux provinciaux ; Achat des équipements (véhicule, ordinateurs, etc.) ; Organisation de missions et ateliers pour la mise en œuvre du R-PP afin de promouvoir une démarche participative; Fonctionnement et équipement des comités national et interministériel ; EESS et CGES ; Étude ménages avec un volet additionnel visant à fournir des données sur l'usage des forêts par les ménages congolais à l'échelle des 144 territoires nationaux.	2010	3 400 000	1 463 503	1 936 497
	plaintes	Mécanisme de gestion des plaintes / recours	2012	200 000	-	200 000
ONU-REDD	PNUD	Toutes les activités de lancement du processus REDD+ en RDC non couvertes par le FCPF telles que définies dans le RPP	2009	3 110 690	3 097 278	13 412
	FAO	Système de Monitoring, Reporting et Verification (MRV) national (masse salariale, expertise technique, coûts opérationnels)	2009	2 926 450	1 650 279	1 276 171
	PNUE	Standards Nationaux; Système D'Information sur les Sauvegardes (SIS)	2009	1 346 060	1 162 963	183 097
NORVEGE	Communication et consultations: Appui à la société civile, IEC, PFP, Matériel de sensibilisation et de formation à la REDD+; Stratégie et Outils de mise en œuvre de la REDD+: Opérationnalisation du Fonds National; Appui à l'intégration des expériences, initiatives et projets REDD et toutes autres initiatives pertinentes; Déploiement en Province; Gestion du Processus	2012	3 540 000	130 000	3 410 000	
GEF REGIONAL REDD/COMIFAC/FEM-BM	Renforcement des capacités à travers le Projet Régional REDD+ COMIFAC et Banque Mondiale	2012	350 000	44 284	305 716	
GOVERNEMENT DE LA RDC	Le Gouvernement s'est engagé à supporter les activités des Comités National et Interministériel et la gestion du processus REDD dans son budget annuel de 2013.	2013	50 000	-	50 000	
TOTAL			14 873 200	7 548 307	7 324 893	

2.2 Analyse des progrès effectués dans les activités financées par le don de préparation du FCPF

Le FCPF a financé :

- du personnel de la CN-REDD, en particulier le Coordonnateur National, les experts nationaux en charge de la stratégie, information, éducation et communication et les points focaux provinciaux ;
- des équipements (véhicule, ordinateurs, etc.) ;
- des missions et ateliers pour la mise en œuvre du R-PP afin de promouvoir une démarche participative;
- le fonctionnement et l'équipement des comités national et interministériel ;
- l'ESES et le CGES ;
- l'étude ménages avec un volet additionnel visant à fournir des données sur l'usage des forêts par les ménages congolais à l'échelle des 144 territoires nationaux.

Le Tableau n°2 ci-après détaille l'utilisation (montants décaissés) des fonds FCPF au 31 décembre 2012.

Composantes Sous composantes Activités	Dépenses au 31/12/2012
APPUI A LA COORDINATION DU PROCESSUS ET CONSULTATIONS NATIONALES	165,078.00
CONSTRUCTION DE LA STRATEGIE NATIONALE REDD +	369,184.50
PREPARATION DES SCENARIO DE REFERENCE	72,607.00
GESTION DU PROJET	856,633.58
	1,463,503.08

Ces montants décaissés au 31 décembre 2012 correspondent à des engagements d'un montant de 1 993 316 \$ consommant 59% du don de 3 400 000 \$. L'annexe 4 précise ces montants.

La mise à disposition des fonds FCPF a pris plus d'un an suite à l'accord du Comité des Participants. Les fonds FCPF sont gérés par une entité fiduciaire du MECNT qui a des délais d'exécution longs. Enfin, de par la complexité et la nouveauté du concept REDD+, des réajustements sont parfois nécessaires quant à la programmation des travaux. L'agilité que requièrent ces ajustements n'est pas toujours compatible avec les procédures administratives en place. Ces retards combinés expliquent le taux d'exécution budgétaire de 59% au 31 décembre 2012.

Quant aux co-financements, notamment provenant de l'ONU-REDD, ils ont été affectés à d'autres activités (ex : chantier MRV), tel que cela avait été prévu dans le R-PP (cf. pages 104-106). On peut aussi noter que l'ONU-REDD a permis le fonctionnement de la CN-REDD lors de la mise en place des

fonds FCPF. La fin des financements ONU-REDD (décembre 2012) fait aujourd'hui du FCPF le principal bailleur du processus REDD+ en RDC.

A titre indicatif, les financements ONU-REDD ont été alloués aux activités suivantes (tableau n°3) :

Tableau n° 3 : allocation du don de préparation du FCPF.

RÉSULTAT DU PROGRAMME	INSTITUTION DES NATIONS UNIES	AVANCÉE DANS LA MISE EN ŒUVRE			
		Montant transféré par le FASM au programme (A)	Dépenses cumulées au 31 décembre 2012		
			Engagements (B)	Décaissements (C)	Total des dépenses (D) B + C
Un plan de préparation à la REDD+ est élaboré selon une approche participative et transparente	FAO	0	0	0	0
	PNUD	600 000	0	600 000	600 000
	PNUE	80 000	0	80 000	80 000
Sous-total :		680 000	0	680 000	680 000
Une stratégie nationale au titre du mécanisme REDD+ est élaborée pour 2030 et peut déjà décoller	FAO	555 000	0	555 000	555 000
	PNUD	2 307 187	0	2 353 558	2 353 558
	PNUE	352 000	5 000	347 000	352 000
Sous-total :		3 214 187	5 000	3 255 558	3 260 558
Un cadre institutionnel pour la mise en œuvre du programme REDD est conçu à titre provisoire pour 2013	FAO	0	0	0	0
	PNUD	0	0	0	0
	PNUE	306 000	0	223 918	223 918
Sous-total :		306 000	0	223 918	223 918
Un système MRV complet est conçu au titre de la REDD et est opérationnel	FAO	2 180 000	0	987 315	987 315
	PNUD	0	0	15 636	15 636
	PNUE	520 000	9 915	435 963	445 878
Sous-total :		2 700 000	9 915	1 438 914	1 448 829
Le programme est administré (7%)	FAO	191 450	0	107 964	107 964
	PNUD	203 503	0	128 084	128 084
	PNUE	88 060	1 044	76 082	77 126
Sous-total :		483 013	1 044	312 130	313 174
	FAO (Total):	2 926 450	0	1 650 279	1 650 279
	PNUD (Total):	3 110 690	0	3 097 278	3 097 278
	PNUE (Total):	1 346 060	15 959	1 162 963	1 178 922
	TOTAL:	7 383 200	15 959	5 910 520	5 926 479

2.3 Plan de financement de toutes les activités, toutes sources de financement confondues

Le plan de financement initial tel qu'estimé par le RPP pour achever la phase de préparation s'élevait à 22 Millions de dollars. La RDC n'a été en mesure de mobiliser que 14 873 200 dollars, comme détaillé dans le tableau n°1 du § 2.1. Les montants consommés sur ces montants mobilisés sont de 7 548 307 dollars, et le solde disponible de 7 324 893 dollars.

Ce solde ne permet pas d'achever la préparation, justifiant ainsi la requête additionnelle. Il est à noter de plus que les coûts constatés sont plus élevés que les estimations initiales des activités prises en compte dans le budget du RPP. Ainsi :

- Le coût du déploiement dans les 11 Provinces a dû être réévalué pour mieux prendre en compte les réalités du terrain ainsi que les recommandations de l'évaluation indépendante à mi-période.
- Le coût lié aux activités d'IEC et de consultations dans un pays vaste avec peu d'infrastructure doit être revu à la hausse, suite aux préoccupations issues des échanges avec

les organisations de la société civile durant la phase de préparation (2010-2012) et à la mise en place d'un plan intégré IEC impliquant aussi les provinces.

- Les coûts liés au contrôle et à la promotion des sauvegardes et co-bénéfices socio-environnementaux ainsi qu'à leur adéquation avec les directives-cadre de la CCNUCC et à l'application du CLIP avaient été eux aussi sous évalués. Les coûts additionnels incluent notamment la création de systèmes d'information innovants (à la fois au niveau du gouvernement et de la société civile) et de mécanismes de résolution des plaintes décentralisés.
- Le coût lié à la mise en œuvre du système national MRV a été sous-évalué. A titre d'exemple la JICA a engagé 4 millions pour conduire l'inventaire du carbone forestier du Bandundu alors que l'inventaire national avait été initialement estimé à 5,5 millions. En effet la taille du pays et le manque d'infrastructures rendent cet exercice très difficile.

3. Respect des principes de l'Approche Commune

La RDC a suivi les directives de la Banque mondiale sur l'approche commune concernant les consultations, les sauvegardes environnementales et sociales et le mécanisme de recours.

Consultation, participation et sensibilisation

Le processus national REDD est fortement participatif, consultatif, transparent et inclusif. La CN-REDD dispose de bureaux ouverts et accueille en permanence les représentants des parties prenantes qui la sollicitent. Un dialogue constant a été instauré avec la société civile organisée en plate-forme commune appelée Groupe de Travail Climat REDD (GTCR). De nombreuses réunions de concertation ont été tenues de manière ordinaire ou en réponse à des besoins ponctuels. Si les vues sont parfois divergentes, le dialogue a toujours été maintenu et le MECNT a assuré un rôle d'arbitrage et de facilitation lorsque nécessaire. Ce processus renforce progressivement le sentiment de confiance entre les acteurs et la dynamique de partenariat. Il se heurte néanmoins à des lacunes en termes de capacités et de structuration de la société civile. La CN-REDD a proposé d'appuyer le GTCR en ce sens, et un plan de préparation de la société civile a été élaborée et devrait démarrer en juillet 2013 sur financement norvégien.

La participation a été aussi forte au niveau de l'administration. De multiples chantiers ont alimenté cette participation, notamment la préparation des programmes anticipés, la programmation PIF ou encore le dialogue politique. De manière concrète, la mise en place des trente groupes de coordination thématique (GCT) en janvier 2011 et leur évolution vers seize coordinations thématiques (CT) en février 2012 ont permis de mobiliser des représentants de dix-sept ministères différents couvrant l'ensemble des domaines essentiels et pertinents pour la REDD.

Le secteur privé a été systématiquement invité dans les multiples événements REDD. Sa participation a été progressive. Dans la phase préliminaire de préparation, l'intérêt du secteur privé semblait moins direct et immédiat. Avec les travaux de programmation, notamment dans le cadre du PIF, et

l'entrée en phase d'investissement, le secteur privé témoigne d'un regain de mobilisation autour de la question REDD.

L'esprit de participation et le recours systématique aux consultations se manifestent essentiellement par des actions liées à des chantiers techniques qui sont présentés plus loin dans le document. Par exemple, des plans complets de consultation et de participation directe de la société civile et du secteur privé ont été élaborés et déployés autour de chantiers comme la préparation du R-PP, le consensus national sur les causes de la déforestation, la stratégie d'investissement PIF, la stratégie nationale à travers les CT, la préparation des standards socio-environnementaux, etc.

Pour les activités spécifiques à l'information, l'éducation et la Communication (IEC), la CN-REDD dispose d'une cellule dédiée. Parmi les activités IEC réalisées, on peut citer les exemples ci-après:

- Réalisation des Universités Internationales REDD. Grand événement de formation intensive à la REDD et au développement durable ouvert au public.
 - 2010 : 9 journées de formation, 300 bénéficiaires au total, 110 participants chaque jour, 10 pays africains représentés
 - 2011 : 10 journées de formation, 800 bénéficiaires au total, 300 participants chaque jour, examen réussi pour 200 participants
- Organisation ou soutien actif à plus de quarante événements de formation et de sensibilisation auprès de différentes catégories d'acteurs (universités et écoles, réseaux de journalistes, confessions religieuses, jeunesse, peuples autochtones, ONG, provinces...)
 - Illustration : Forum de la jeunesse pour Rio+20 et campagne de plantation avec 3.000 jeunes de Kinshasa, concert de sensibilisation et appui à la production de chansons d'éducation (juin 2012)
- Réalisation et diffusion de supports de communication, notamment de cinq saynètes radio et autant de saynètes TV pour sensibiliser la population congolaise en général à la REDD. Calendriers, dépliants, articles de presse, émissions télévisées...

La Coordination Nationale a souhaité réorganiser son équipe et son fonctionnement en septembre 2011 afin d'accélérer les réalisations en matière d'IEC. En partenariat avec la société civile et la cellule de communication du MECNT, un plan d'action a été actualisé et sa mise en œuvre a été en partie externalisée aux partenaires de la CN-REDD, sous sa supervision. La CN-REDD souhaite ainsi poursuivre ces chantiers en cours afin de disposer :

- D'un site internet et d'un registre complet de toutes les activités d'IEC depuis 2009 (imminent)
- D'outils de diffusion d'IEC REDD plus systématiques (chansons et concerts, films... avancé)
- D'une réforme du programme éducatif national en matière de REDD, de climat et d'environnement (avancé)
- D'un plan de communication et d'un programme de renforcement des capacités pour la période 2013-2016 (lancement)
- D'un plan de mise en œuvre de la campagne dans les territoires en cours de déploiement (avancé)

- D'un plan de déploiement d'un réseau de radios de proximité pour REDD (avancé)
- D'un plan de préparation de la société civile en cours de déploiement (avancé)

Au regard des ambitions du R-PP, le volet IEC /consultations est donc partiellement réalisé, avec des aspects largement sécurisés (esprit de participation, consultations, Universités REDD...) et des chantiers en cours qui doivent encore aboutir. Certains chantiers seront probablement déployés au-delà de 2012 (en particulier la campagne IEC dans les territoires) du fait des délais nécessaires à la mobilisation des financements et à l'ampleur d'une charge insuffisamment calibrée au départ. Un niveau d'information et de compréhension de la REDD satisfaisant dans un pays comme la RDC (taille, population, faible éducation, enclavement...) requiert un effort soutenu pendant encore plusieurs années. Il sera associé au déploiement des activités REDD sur le terrain.

Il faut aussi noter qu'un chantier de grande envergure, non planifié dans le R-PP, a été lancé au niveau politique, dans l'idée de préparer non seulement techniquement mais aussi politiquement et financièrement l'entrée en phase d'investissement. C'est dans ce cadre que le Forum de Haut Niveau sur la forêt, le changement climatique pour le développement en RDC a été organisé en octobre 2011 à Kinshasa, sous le haut patronage du Président de la République Joseph Kabila, avec la participation de nombreux ministres clé (plan, environnement, agriculture, énergie...) et en présence de hauts représentants des partenaires comme le Sous-Secrétaire Général aux Nations-Unies Achim Steiner et l'Ambassadeur Climat de la Norvège Hans Brattskar. Cet événement a lancé officiellement un vaste dialogue entre le gouvernement de la RDC et ses partenaires internationaux dans le but d'ancrer la future stratégie sur des ambitions politiques partagées et des moyens financiers sécurisés. La période électorale a amené à suspendre momentanément cette dynamique, actuellement en cours de relance dans l'idée d'aboutir à une table ronde des bailleurs en octobre 2013.

4. Requête additionnelle de fonds adressée au FCPF :

4.1 Objectif de la phase de préparation couverte par la requête

La requête additionnelle de fonds présentée au FCPF vise à assurer l'atteinte des objectifs de la phase de préparation à la « readiness ». Certains de ces objectifs sont atteints, totalement ou en partie, comme en témoigne l'auto évaluation à mi parcours du processus (annexe 1). La requête additionnelle permettra d'atteindre un niveau d'achèvement compatible avec le lancement et la gestion de la phase d'investissements.

4.2 Durée de la phase de préparation couverte par la requête :

La période de référence part du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2015.

4.3 Résultats attendus de la phase de préparation :

Les résultats suivants sont attendus :

- large sensibilisation des parties prenantes dans tout le pays vis-à-vis des risques climatiques, de la part de la déforestation dans ces risques, des causes de la déforestation et des moyens de lutte possible contre ces causes ;
- forte implication de la société civile dans le suivi du processus, à travers des mécanismes de représentation efficaces et répandus dans tout le pays.
- Poursuite et renforcement de l'implication politique dans le processus afin d'harmoniser la réglementation et les politiques sectorielles, sous l'inspiration d'une stratégie nationale actualisée, et garantir un soutien de haut niveau au processus ;
- Finalisation opérationnelle des outils de base de la gestion :
 - i. Les études socio environnementales permettant de garantir l'atténuation des impacts négatifs et la valorisation des impacts positifs des projets de lutte contre la déforestation ;
 - ii. Le registre sur internet, permet d'enregistrer, d'homologuer, de cartographier les projets, d'assurer leur suivi évaluation environnemental et social, de communiquer largement et au final de conduire à leur paiement au résultat ;
 - iii. Le MRV, c'est-à-dire la mesure régulière des niveaux de la déforestation, applicable aux juridictions administratives de la RDC ainsi qu'aux zones spécifiques des projets, en particulier dans les zones non couvertes par des dispositifs juridictionnels adaptés ;
- Opérationnalisation du Fonds National REDD+, mécanisme de financement des projets habitants et sectoriels REDD et de péréquation des bénéficiaires de l'état sur les ventes de carbone ;
- Initier une décentralisation provinciale active et fortement engagée dans l'animation, permettant la communication, l'évolution réglementaire (à travers les gouvernements et parlements provinciaux), la mobilisation des parties prenantes dans la lutte contre la déforestation ;

- Programmer des investissements pilote de la REDD, en assurer le suivi évaluation et favoriser les échanges entre ces investissements. Ceci afin d'entretenir l'intérêt pour la REDD et la lutte contre la déforestation en RDC, grâce à des projets comme le PIF, les projets pilote financés par la BAD, les nombreuses initiatives qui naissent dans le pays, les nouvelles initiatives de la Coopération Norvégienne, celles des bailleurs internationaux.

4.4 Partage des coûts de la phase de préparation entre les différents bailleurs :

La phase de préparation des trois prochaines années (1^{er} janvier 2013 – 31 décembre 2015), avec les objectifs et résultats qui viennent d'être présentés, sera financée par plusieurs bailleurs. Au moment où la requête est rédigée, les bailleurs engagés sont le FCPF, la Norvège, le PNUD, la FAO et le PNUE, ainsi que la Comifac et le Gouvernement de la RDC. Le budget de la phase de préparation et ses activités (cf. annexe 6) est partagé entre ces bailleurs. Le tableau n° 5 ci-après en fournit une version abrégée. Les besoins sont calés sur les financements disponibles, car les financements à rechercher correspondent en fait aux montants qui seront fournis par les bailleurs en 2014, en particulier par la Norvège (programmation renouvelée chaque année, mais pratiquement assurée) et la FAO. Tandis que les financements du FCPF sont prévus pour trois ans.

4.5 Montants des fonds demandés au FCPF et leur ventilation :

Tableau n° 4 : besoins, soldes et requête au FCPF au 31/12/2012

	Activités	besoin de la période	soldes sur FCPF1	FCPF2	% FCPF2 sur besoin
1	appui à la société civile	440 000	20 000	60 000	13,6%
2	information et communication	669 067	190 000	269 000	40,2%
3	fonds national REDD	1 389 465	0	0	0,0%
4	Finaliser le registre	200 000		195 000	97,5%
5	suivi évaluation des projets pilotes et autres initiatives	300 000	0	95 000	31,7%
6	Système de Suivi des forêts, MRV, GES, arrêté d'homologation	2 681 656	0	21 000	0,8%
7	validation des études d'impacts et standards nationaux	1 535 372	786 465	404 810	26,4,2%
8	Mise à jour de la stratégie	171 000	31 000	125 000	73,1%
9	formulation d'un programme d'investissement	1 241 009	0	0	0,0%
10	réforme du cadre légal, engagement politique, stratégies sectorielles, participation aux conférences internationales	1 371 990	60 000	546 990	39,9%
11	déploiement et fonctionnement des points focaux en province	1 575 000	120 000	665 000	42,2%
12	coordination	3 924 650	729 032	2 618 200	66,7%
	Total Général	15 499 209	1 936 497	5 000 000	32,3%

Le montant total de la requête est de 5000 000 ; il correspond à 33 % des besoins de la période. Le solde des financements du FCPF 1 apporte 12,6 % à ce budget.

Le tableau ci-après (tableau n° 5) renseigne que les apports sécurisés des autres bailleurs (Norvège, FAO, PNUD, Comifac et RDC) représentent un montant total de 4 884 246 USD (31%) du total. Le Gap à mobiliser 3 678 466 \$US correspond à des financements programmés de la Norvège, de l'ordre de 2 M\$, mais relevant d'un accord budgétaire de l'année 2014 (coopération bilatérale à programmation annuelle), ainsi que de la FAO, de l'ordre de 1,5 M\$. Le budget de la FAO est en voie de finalisation.

Le détail des activités de chaque rubrique de ce tableau figure en annexe 6.

Tableau n° 5 : besoins, financements sécurisés et montants à mobiliser pour achever la préparation de la REDD+, du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2015

	Activité	Besoins	Financements sécurisés									GAP à Mobiliser
			soldes sur FCPF1	FCPF2	FCPF3	NORVEGE PNUD	FAO	PNUE	COMI-FAC	RDC	TOTAUX DISPONIBLES	
1	appui à la société civile	440 000	20 000	60 000	0	320 000	0	0	0	0	400 000	40 000
2	IEC	669 067	190 000	269 000	0	87 067	0	34 000	9900	0	589 967	79 100
3	fonds national REDD	1 389 465	0	0	0	988 465	0	0	0	0	988 465	401 000
4	Finaliser le registre	200 000		195 000				5 000			200 000	0
5	suivi évaluation des projets	300 000	0	95 000	0	0	0	0	14 000	0	109 000	191 000
6	Suivi des forêts	2 681 656	0	21 000	0	0	823 290	0	0	0	844 290	1 837 366
7	Impacts et standards socio-environnementaux	1 535 372	786 465	404 810	200 000	0	0	144 097	0	0	1 535 372	0
8	Mise à jour de la stratégie	171 000	31 000	125 000					15 000		171 000	0
9	formulation d'un programme d'investissement	1 241 009	0	0	0	811 009	0	0	0	0	811 009	430 000
10	Engagement politique, stratégies, conférences	1 371 990	60 000	546 990	0	495 000	0	0	0	0	1 101 990	270 000
11	Déploiement en province	1 575 000	120 000	665 000	0	450 000	0	0	0	0	1 235 000	340 000
12	coordination	3 924 650	729 032	2 618 200	0	170 602	0	0	266 816	50 000	3 834 650	90 000
	Total Général	15 499 209	1 936 497	5 000 000	200 000	3 322 143	823 290	183 097	305 716	50 000	11 820 743	3 678 466

4.6 Activités prises en compte pour achever la phase de préparation

4.6.1 Appui à la société civile

Dès la constitution de la REDD en RDC la société civile s'est organisée en plateforme au sein du GTCR afin d'être représentée et de suivre de manière organisée les activités de la CN-REDD, d'être son interlocuteur pour la société civile. Cette structuration de la Société Civile continue à jouer un grand

rôle dans tous les processus d'échange, de consultation et de validation. Cependant, plusieurs difficultés sont apparues dans cet exercice, au point de constituer un obstacle au bon déroulement de la concertation :

- Faible structuration du GTCR ;
- Gestion difficile des conflits internes, et de ce fait, problème de représentativité des interlocuteurs ;
- Faible circulation de l'information entre les membres de la plateforme ;
- Faible circulation de l'information entre Kinshasa et la Province.

Le programme de la requête additionnelle et de la phase en cours de la préparation vise à aider le GTCR à se renforcer, à conforter sa représentativité, à se déployer davantage en province afin d'être plus représentatif, et à mieux jouer son rôle d'information.

Le montant global du besoin pour cette activité est de 440 000 dollars et la part du FCPF sur ce montant, en requête additionnelle sera de 14 %. Sur ces montants une ligne de 20 000 dollars est destinée à appuyer le Repalef (Peuples Autochtones) afin qu'il finalise son programme pour le mécanisme dédié.

Ces appuis seront mobilisés durant les trois années de la phase d'achèvement de la préparation.

4.6.2 Information des parties prenantes:

Les activités prises en charge par la requête pour ce chapitre sont de l'ordre de l'information du public et de la communication. Des plans ont été élaborés en 2012, mais fort peu d'outils sont actuellement disponibles pour satisfaire les besoins d'IEC. Il s'agira de produire et de largement diffuser ces outils à travers les médias et réseaux adaptés. Ces outils sont des brochures, des dépliants, des manuels à l'intention des porteurs de projet, des documents de vulgarisation technique par exemple sur l'agroforesterie, des spots télévisés et radiodiffusés au travers des radios communautaires par exemple. La traduction en langue de ces instruments est prévue. Des accords seront conclus avec les réseaux (RRN, Repalef, CNRONG, Société civile etc.), et médias pour favoriser la diffusion, des formations seront délivrées aux journalistes etc.

Un effort particulier de diffusion de ces outils et d'adaptation aux circonstances locales sera réalisé dans les provinces pilote du déploiement en province, notamment sur financement de la Norvège.

La CN-REDD mettra au point son site internet et le dynamisera. Elle établira un programme de travail avec l'Education Nationale afin d'intégrer la lutte contre la déforestation et le changement climatique dans les programmes d'enseignement. Cette activité comprendra la prise en charge de la conception et de l'édition des programmes à grande échelle ainsi que leur large diffusion. En complément des programmes, des outils spécifiques à l'intention des élèves pourront être développés.

Le montant global du besoin pour cette activité est de 670 000 dollars et la part du FCPF, en requête additionnelle sera de 40 %. Les activités seront réalisées en 2013 et 2014.

4.6.3 Fonds national REDD

La mise au point de cet outil important est entièrement à la charge de la Norvège et du PNUD. Les financements, d'un montant global de 1 390 000 dollars, dont 988 000 sécurisés en 2013, couvrent la fourniture d'une équipe d'assistance technique, d'un secrétariat (PNUD), des moyens de son

fonctionnement. Sont en particulier visés à court et moyen terme (2013 et 2014) : l'établissement d'une feuille de route, d'un Manuel des Opérations, l'organisation d'échanges avec d'autres pays sur la conception et le fonctionnement du Fonds, la prise en charge des réunions du Comité de Pilotage, l'établissement de liens entre le Fonds et la tenue du Registre ainsi qu'avec le Système d'Information sur les Sauvegardes. La Norvège a d'ores et déjà prévu le financement de cet outil pour les années suivantes.

4.6.4 Mise au point du Registre

La CN-REDD a conçu et mis en ligne de manière expérimentale un Registre des projets REDD. L'architecture actuelle de cet outil ne remplit qu'une partie des fonctions qui sont attendues d'un Registre. Il permet l'enregistrement mais non pas l'homologation des projets, et difficilement le suivi évaluation des projets, encore moins le lien de celui-ci avec le paiement au résultat.

La réflexion à la CN-REDD sur la conception d'un outil différent a commencé avec l'étude ESES, Etude Stratégique Environnementale et Sociale. Celle-ci a proposé une architecture différente pour le Registre, qui figure dans le Cadre de Gestion Environnementale et Sociale. Cette architecture articule toutes les fonctions de base du Registre : les procédures d'enregistrement et d'homologation par étape des projets, leur lien avec le suivi de gestion, l'atteinte des objectifs et le respect des normes socio-environnementale et d'une manière plus générale le suivi évaluation du projet ainsi qu'avec les procédures de recours et de plainte. Ainsi, le Registre devient, grâce à sa mise en ligne, un outil de base de la transparence vis-à-vis du public et de respect des sauvegardes.

Cette architecture requiert des spécialistes informatiques de haut niveau, qui travailleront en lien étroit avec les experts de la CN-REDD.

Le montant prévu pour le financement de la mise au point du registre est de 200 000 dollars, à la charge du FCPF2 (97 %) et du PNUE.

On espère que le Registre ainsi reformulé sera disponible à la fin de l'année 2013. Il devra ensuite être approprié par la CN-REDD et le Fonds National REDD. Le contrat avec le consultant devra prévoir une fonction d'entretien informatique du registre (correction des bugs en 2014...).

4.6.5 Suivi évaluation des projets pilotes et autres initiatives

La mise en place des projets financés par le CBFF (Fonds Forestiers pour le Bassin du Congo, exécution BAD) commence à se faire. La mise en phase de ces projets avec les exigences par exemple socio-environnementales de la REDD est en cours. Leurs résultats techniques, pour ceux qui ont démarré, ne sont en cours de capitalisation par la CN-REDD. D'autres projets sont en train de démarrer dans plusieurs provinces de la RDC dont les objectifs sont directement alignés sur ceux de la REDD. Il est important d'en assurer le suivi évaluation dans tous les domaines : technique, socio-environnemental, foncier, organisationnel et du point de vue de la finance carbone, pour ceux qui ont affirmé cette dimension. C'est la condition pour que la REDD joue son rôle et acquière, diffuse la capacité de concevoir et de conseiller des projets.

Le budget consolidé prévoit 300 000 \$US pour cette fonction, dont 109 000 dollars d'assurés, sur lesquels le FCPF prendrait en charge 95 000 dollars. Ce budget est destiné à financer des consultants locaux spécialisés, ainsi que les déplacements et frais de mission de l'expert de la CN-REDD (pris en charge par le chapitre « coordination » du budget).

Ce chapitre se déploie sur la totalité de la durée de la phase d'achèvement de la préparation.

4.6.6 Système REDD de suivi du couvert végétal de la RDC (système de suivi forestier, MRV)

La RDC a confié à la Direction des Inventaires et des Aménagements Forestiers (DIAF) du Ministère de l'Environnement (MECNT) la conception et la maintenance du système de suivi du couvert végétal (TERRA CONGO). Pour ce faire, la DIAF bénéficie du soutien de la FAO. La DIAF entretient aussi des relations privilégiées avec certains pays du sud, notamment le Brésil (INPE/FUNCATE). Le dialogue est également maintenu avec toutes les initiatives locales supportées par différents partenaires (OSFAC, OFAC, WRI, USAID, JICA, AFD, GIZ, WWF, IGN, etc.).

La stratégie développée s'appuie sur des technologies (TerraAmazon, GeoServer) ou données gratuites (Landsat).

La méthodologie de travail est validée depuis la sélection et la préparation des images jusqu'à la production des données recherchées (changement d'usage des terres par référence à une typologie en cours de validation par des visites de terrain), en passant par les étapes de stratification et de contrôle qualité.

Six experts de la DIAF sont actuellement dédiés au système MRV. Ils sont en cours de formation. Leur autonomie n'est pas encore acquise, mais avec le soutien de la FAO, on peut dire que le système MRV du pays est opérationnel. Les moyens humains encore trop limités ne permettent pas de traiter chaque année l'intégralité du pays, mais ils seraient suffisants pour traiter annuellement un premier programme de réduction d'émissions qui verrait le jour à un niveau régional.

La caractérisation des stocks de carbone par type de peuplement est en cours, notamment dans la province du Bandundu avec l'appui du Japon. Mais cette étape n'est pas forcément critique, l'emploi de proxys restant tout à fait pertinent faute de mieux.

Les besoins sont estimés à 650 000\$ par an pour avoir un système MRV opérationnel à l'échelle du pays. Seule l'année 2013 est aujourd'hui financée (FAO). La RDC garde néanmoins l'espoir de voir ce soutien de la FAO perdurer. La signature d'un contrat ERPA à court terme (dès 2015) avec le Fonds Carbone du FCPF est une autre piste, le plan de partage des revenus pouvant retenir un certain nombre de réductions d'émissions pour financer le fonctionnement du système MRV, au minimum sur la province du Bandundu (200 000 \$ par an), zone du Programme RE en cours de développement.

4.6.7 Validation des études d'impact, enquêtes ménages, Moabi, gestion des plaintes

Cette rubrique réunit des activités distinctes mais complémentaires :

- **Les normes socio-environnementales de la REDD** ont été étudiés par l'ESES, l'Etude Stratégique Environnementale et Sociale, qui a intégré la préoccupation des « standards » environnementaux (PNUE) et celle des politiques opérationnelles de la Banque Mondiale dans le système normatif auxquels les projets REDD devront correspondre.
- Leur large validation n'est pas réalisée. Il est prévu en 2013 :

- i. d'organiser une première consultation en juin 2013 avec le Gouvernement et la Société Civile pour travailler en profondeur sur **les options de l'ESES** et de tous ses Cadres de Gestion : Cadre de Gestion Environnemental et Social (qui prévoit notamment d'appliquer les standards socio-environnementaux à tous les projets et qui fixe des seuils pour l'enregistrement et la réalisation des EIES) ; Cadres de politiques de réinstallation et peuples autochtones ; Cadre pour la Protection du Patrimoine Culturel et Cadre Fonctionnel (aires protégées) ; cadre pour l'application des produits phytosanitaires.
 - ii. D'organiser des consultations en province sur les documents issus de la consultation nationale de juin, puis d'actualiser en conséquence les documents finaux.
 - iii. De valider par un atelier national les documents finaux : en octobre 2013.
- Ces documents devront ensuite être intégrés sous forme pédagogique et opérationnelle dans le Registre et le suivi évaluation des projets.
 - **Les enquêtes ménages confiées** à l'INS devraient apporter en 2013/2014 un référentiel de base permettant de renseigner les situations de référence des Etudes d'impact.
 - En 2014 et 2015 la CN-REDD devra **former son propre personnel mais également ceux des Ministères (selon la recommandation de l'ESES) et des ONG spécialisées** à la réalisation des Etudes d'Impact Socio-Environnementales, afin d'être prête à le faire à grande échelle en phase d'investissement.
 - **Par MOABI** on entend un système indépendant d'observation permettant d'assurer le suivi évaluation des projets REDD. La CN-REDD devra, en 2014/2015 : i) concevoir ce dispositif, sans doute en l'appuyant sur les Conseils Agricoles Ruraux de Gestion (CARGs) ; ii) imaginer la façon dont il correspondra avec le système de suivi évaluation de la CN-REDD et du Fonds ; iii) expérimenter dans un choix de provinces, par exemple dans celles du PIF la mise en place de ce dispositif.
 - **Le système de gestion des plaintes est en lien direct avec le Moabi** bien qu'il en soit distinct : toute personne doit pouvoir adresser des plaintes à la CNREDD sans faire partie du MOABI. Le registre donnera cette possibilité. Il restera à définir et à expérimenter la façon dont ces plaintes seront traitées par la CN-REDD, et comment elles pourront s'appuyer sur les CARGs également et par exemple, pour ce faire.

Le budget consolidé prévoit 1 535 372 dollars pour ces activités, dont 786 465 sur le solde du FCPF 1 (51%). Cette somme couvrira notamment l'ensemble de la validation des cadres de gestion. Il prévoit également 404 810 dollars (26,4 %) sur la requête additionnelle (formations, restitutions en province...).

4.6.8 Mise à jour de la Stratégie Nationale Cadre REDD

Le document de Stratégie Nationale a été qualifié de « Cadre » pour marquer qu'il s'agissait d'une étape dans un processus de longue haleine nécessairement nourri par l'expérience et soumis à des évaluations et mises à jour régulières. A ce titre deux « chantiers » vont permettre de le faire dans la période couverte par la requête additionnelle : i) les retours d'expérience des projets pilotes de la REDD financés par le Fonds Forestier du Bassin du Congo, le Programme d'Investissement pour la Forêt (PIF), et des projets redd ou apparentés conduits par des bailleurs divers (cf. § 4.6.5 & 4.6.9) ; ii) l'inspiration des stratégies sectorielles des différents ministères par la Stratégie Nationale Cadre REDD (cf. § 4.6.10), chantier considérable qui va mobiliser intensément la REDD dans les deux prochaines années. En fonction des avancées constatées sur ces deux chantiers il sera possible grâce aux moyens ici budgétés de réunir des ateliers de mise à jour de la Stratégie, par exemple une fois

par an, et ou de mobiliser des consultants pour proposer des modifications, des inflexions ou des compléments au texte initial.

Il y a lieu de noter que les projets pilotes de la REDD commencent effectivement à devenir opérationnels et ils vont permettre d'analyser l'ensemble des éléments d'orientation contenus dans la Stratégie, qu'ils appliquent.

Le budget de la requête additionnelle prévoit 125 000 dollars à cette fin.

4.6.9 Formulation d'un programme d'investissement REDD

Dans cette rubrique pourrait figurer l'activité du Programme d'Investissement Forestier (PIF) de la RDC, financé par le Fonds Climat, puisqu'elle est comprise comme un volet de la REDD, institutionnellement rattaché à la CN-REDD. Rappelons que le PIF de la RDC, exécuté par la Coordination du PIF comprend deux Projets, exécutés respectivement par la BM et la BAD. Ces projets regroupent des sous composantes que l'on peut décrire ainsi :

- i) deux Projets Intégrés REDD (1/ district du Plateau (BM) et 2/ Mbuji Mayi-Kananga-Kisangani (BAD), mais ce dernier va comprendre en réalité trois sous composantes intégrées distinctes, dans chaque province) ;
- ii) une facilité pour le financement des grands projets agroforestiers – toute la RDC ; iii) des facilités gérées par des ALE (agences locales d'exécution) dans le Bas Congo et le Plateau des Batéké ;
- iii) un projet d'appui à la diffusion des foyers améliorés en RDC.

Le Projet PIF de la BAD devrait avoir achevé son cycle de validation à la fin de l'année 2013. Il deviendra opérationnel au début de l'année 2014.

Le projet PIF de la BM ne devrait pas débiter avant la mi 2014.

En complément, la Norvège et le PNUD ont décidé d'identifier un grand programme de type REDD, comparable au PIF dans sa conception, c'est-à-dire essentiellement destiné à financer des investissements d'une part habilitants (aménagement du territoire, structuration du milieu) et comportant une grande part de paiements au résultat sur proxy pour les investissements d'autre part.

Les moyens figurés dans le budget consolidé de la REDD y ont trait, pour un montant de 1 241 000 dollars, dont 811 000 dollars sécurisés par la Norvège en 2013. Ils comprennent le recrutement d'une équipe d'expert sur six mois, leurs moyens de fonctionnement, les consultations.

4.6.10 Engagement politique

Sont regroupées dans cette rubrique les activités toutes dépendantes de l'implication politique au plus haut niveau, national et provincial. Figurent parmi elles : i) la définition des arrangements institutionnels et le positionnement fort de la REDD dans le dispositif gouvernemental ; ii) l'intégration de l'agenda REDD dans les politiques sectorielles (supposant ainsi la redéfinition de celles-ci en accord avec les piliers de la Stratégie Nationale REDD+) ; iii) la mise à jour éventuelle de la Stratégie Nationale REDD (qui devrait précisément découler des progrès réalisés tant en matière de définition des politiques sectorielles et d'aménagement du territoire, que de ceux obtenus dans la mesure de la déforestation et de ses émissions de carbone) ; iv) la participation aux conférences internationales, avec des négociateurs formés pour défendre les intérêts et points de vue de la RDC

en matière de lutte contre la déforestation et la dégradation forestière ; v) la mise en phase du cadre légal avec la REDD, mise à jour dont les contours ont été partiellement identifiés par la Stratégie Nationale REDD.

Parmi les tâches principales ayant trait à la mise à jour du cadre légal figure la clarification juridique de l'exploitation communautaire des forêts, notamment par la publication du décret sur les forêts communautaires.

Ces activités se déploieront tout au long des trois années de la phase d'achèvement de la préparation de la REDD. Le montant programmé est de 1 370 000 dollars, dont 547 000 dollars pour la requête additionnelle au FCPF (42%). La Norvège est le second contributeur à ce budget.

4.6.11 Déploiement et fonctionnement des points focaux en province :

A la suggestion de l'évaluation à mi-parcours, la CN-REDD a recruté en 2012 un ensemble de onze experts appelés « points focaux provinciaux » de la REDD. Les coûts de ce déploiement, pourtant réduit à peu de chose, une personne par province et son fonctionnement, sont élevés. Pour assurer un minimum d'activités (sensibilisation avec des outils adaptés, formation, déplacement dans les territoires et auprès des porteurs de projet, organisation d'ateliers) le budget requis pour la période d'achèvement de la préparation (3 ans) serait supérieur à 3 millions de dollars.

Pour rendre ce déploiement à la fois utile, pertinent et moins coûteux, la CN-REDD a décidé de réduire le nombre de provinces à 5, en comptant parmi ces 5 provinces celles retenues par la Norvège et le PNUD comme « provinces pilote ». La liste des provinces dont le déploiement sera financé par la Norvège dépendra du choix des provinces où se dérouleront les investissements REDD de ce bailleur (voir le paragraphe 5.6.8). Car l'un des critères qui devront être pris en compte pour choisir les provinces à point focal sera la présence de tels investissements (comme ceux du PIF dans les zones de concentration).

Dans l'attente de ces choix, qui seront faits en 2013, le budget du déploiement a été établi à 1 575 000 dollars, dont 665 000 dollars pour la requête additionnelle (42%).

Le déploiement du processus REDD+ dans les provinces permettra aussi de participer à la lutte contre l'exploitation forestière illégale à travers diverses initiatives en cours dans le pays dont l'initiative APV-FLEGT (Accord de Partenariat Volontaire pour l'Application des réglementations forestières, Gouvernance et Échanges commerciaux, en cours de négociation avec l'UE), pour laquelle les Points Focaux Provinciaux pourront servir de relai dans les provinces, afin de récolter des informations y afférentes.

En effet, l'identification des interactions entre le processus REDD et le processus FLEGT a été initiée en s'appuyant sur les résultats de l'atelier organisé à Kinshasa en juin 2012 sur financement de la Facilité FAO FLEGT, et des pistes de synergies ont donc été envisagées. Ces deux processus visent tous deux à améliorer la gestion des forêts et l'utilisation des terres à travers des leviers communs : amélioration de la gouvernance du secteur forestier, meilleure mise en application de la loi et du contrôle, lutte contre l'exploitation illégale du bois, clarification des droits d'accès légaux à la ressource (bois/carbone), aide à la structuration et représentation de la société civile, dialogue constructif avec tous les acteurs du secteur pour aboutir à une vision stratégique partagée sur l'utilisation des terres, surveillance et respect des standards, normes et certifications sur le terrain.

Dans cette perspective, un partenariat est envisagé entre la Facilité Union Européenne REDD et la Coordination Nationale REDD via ses Points Focaux Provinciaux et la Coordination Technique FLEGT pour le renforcement des capacités provinciales vis-à-vis du processus FLEGT et de sa mise en œuvre.

La récolte d'informations nécessaire au contrôle de la grille de légalité, des certifications types FSC ainsi que des standards REDD pourra notamment s'appuyer sur la technologie innovante en cours de développement, le MOABI. Au-delà de la complémentarité des agendas, cette coopération avec l'UE-REDD est aussi un moyen d'occuper les points focaux à plein temps et/ou d'éviter de survendre la REDD+ dans des provinces qui pourraient ne jamais connaître le développement d'un programme de réductions d'émission et de leur recettes carbone. Trop d'attentes non servies pourraient s'avérer contre productives demain

4.6.12 Gestion du Processus

Cette rubrique concerne l'ensemble des frais directement liés à la Coordination Nationale REDD, pour un montant global de 3 925 000 dollars, répartis sur 3 ans, soit 1 313 000 dollars par an. La masse salariale représente 758 000 dollars sur ce montant (67%), soit à peu près le niveau des années précédentes, mais en intégrant le coût d'un expert international, ce qui correspond à une réduction significative de la masse salariale. En effet, le personnel de la CN-REDD a été réduit à un groupe d'une dizaine d'experts, du coordonnateur et du Conseiller Technique Principal, avec le personnel d'appui. Les frais de fonctionnement couvrent le loyer, les frais de bureaux, de communication, de déplacement.

5. Priorités et Chronogramme des activités de la CNREDD

Il est très difficile d'établir des priorités entre les activités qui viennent d'être décrites, toutes également nécessaires à l'achèvement du processus de préparation à la REDD. Toutefois, les activités d'habilitation nationale comme :

- L'achèvement du processus de validation des études d'impact
- La mise au point du registre
- La mise en fonctionnement du Fonds National REDD
- Mise au point et entretien du Système de suivi des forêts (MRV)
- Mise au point et animation du site de la REDD en RDC

Paraissent revêtir une grande priorité car elles conditionneront l'ensemble du bon déroulement du processus, la transparence sur les investissements et le suivi évaluation (registre), indispensable à l'implication du secteur privé dans le processus.

Les autres activités, tout aussi nécessaires pourront se déployer avec un peu moins d'urgence

priorité	Chronogramme des activités de la CN REDD pour les années 2013 et 2014							
	N°	Activités	S1	S2	S3	S4	S5	S6
1	1	Achèvement du processus de validation des études d'impact						
1	2	Mise au point du registre						
1	3	Mise en fonctionnement du Fonds National REDD						
1	4	Mise au point et entretien du Système de Suivi des Forêts (MRV)						

1	5	Mise au point et animation du Site de la REDD en RDC						
2	6	Poursuite et animation de l'engagement politique						
2	7	Dynamisation de l'implication de la société civile						
2	8	Mise en phase du Cadre légal						
2	9	Conception et expérimentation du MOABI (observatoire indépendant)						
2	10	Suivi évaluation des projets pilotes et autres initiatives REDD						
2	11	Production des outils de communication						
2	12	Sensibilisation à la lutte contre la déforestation						
2	13	Opérationnalisation du suivi évaluation des impacts						

6. Annexes

Annexe 1: auto-évaluation de l'état d'avancement des critères / indicateurs du R-Package

1) Accountability and transparency	
2) Operating mandate and budget	
3) Coordination with national or sector policy frameworks	
4) Technical supervision capacity	
5) Funds management capacity	
6) Feedback and grievance redress mechanism	
7) Engagement of key stakeholders	
8) Consultation processes	
9) Information sharing	
10) Implementation of consultation outcomes	
11) Assessment and analysis	
12) Prioritization of direct and indirect drivers	
13) Links between drivers and REDD+ activities	
14) Actions plans to address natural resource right, land tenure, governance	
15) Implications for forest law and policy	
16) Presentation and prioritization of REDD+ strategy options	
17) Feasibility assessment	
18) Consistency with other policies	
19) Integration with relevant strategies and policies	
20) Adoption of legislation and regulations	
21) Transparent and equitable framework	
22) National REDD+ information system or registry	
23) SESA coordination and integration arrangements	
24) Analysis of safeguard issues	
25) REDD+ strategy design with respect to impacts	
26) Environmental and Social Management Framework	
27) Clear, step-wise methodology	
28) Historical data, and adjustment for national circumstances	
29) Consistency with UNFCCC/IPCC guidance and guidelines	
30) Documentation of step-wise approach	
31) Demonstration of early implementation	
32) Institutional arrangements and capacities	
33) Identification of non-carbon aspects	
34) Monitoring and reporting capabilities	
35) Information sharing	

	Progrès substantiels
	Progrès satisfaisants, améliorations nécessaires
	Améliorations nécessaires
	Absence de progrès à ce stade

Annexe 2: Lien entre la préparation à la REDD+ et la gouvernance

Le processus REDD de la RDC s'est caractérisé par une appropriation politique croissante depuis son lancement officiel en 2009. Ainsi l'illustrent la tenue du Forum de Haut Niveau (voir encadré ci-dessous) en octobre 2011, avec l'implication du Chef de l'Etat, et l'engagement personnel du Vice-Premier Ministre dans la présentation de la Stratégie Nationale REDD à la Communauté nationale et internationale à Doha en décembre 2012.

Non planifié dans le R-PP, le Forum de Haut Niveau sur la forêt, le changement climatique pour le développement en RDC a été organisé en octobre 2011 à Kinshasa, sous le haut patronage du Président de la République Joseph Kabila, avec la participation de nombreux Ministres (plan, environnement, agriculture, énergie...) et en présence de hauts représentants des partenaires comme le Sous-Secrétaire Général aux Nations-Unies Achim Steiner et l'Ambassadeur Climat de la Norvège Hans Brattskar.

S'agissant des réformes clé, elles ont démarré et se poursuivent dans plusieurs secteurs dont le secteur forestier avec le souci permanent d'améliorer la gouvernance forestière:

- mesures relatives au contrôle et à la traçabilité de la filière bois : Programme de Contrôle de la Production et de la Commercialisation du Bois (PCBCB) mis en œuvre par SGS. Grâce à ce dispositif, les bois produits seront suivis depuis l'introduction de la demande de permis de coupe jusqu'à l'usine de transformation ou au port de sortie (traçabilité totale). L'information postée sur le système sera disponible en temps réel. La pose des étiquettes munies de code-barres sur les souches et les grumes lors de l'évacuation garantira la non-falsification des informations qui seront archivées dans le Système Intégré de Gestion Forestière (SIGEF) ;
- révision des modalités d'octroi des permis de coupe artisanale de bois ;
- renforcement des dispositifs relatifs aux nouveaux contrats de concession forestière doublés de Cahiers des Charges environnementaux et sociaux ;
- engagement dans le processus de signature de l'Accord de Partenariat Volontaire – FLEGT entre le gouvernement de la RDC et l'Union Européenne (UE) permettant d'assurer la certification du bois congolais exporté vers les pays de l'UE ;
- observance de la matrice de gouvernance économique conclue avec la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International. Il est à noter qu'un des nouveaux critères possibles de cette matrice de gouvernance pointe sur les critères et indicateurs du R-Package ;
- assainissement des procédures d'octroi des permis de coupe de bois : une commission chargée de certifier les demandes des autorisations de coupe de bois a été mise en place;
- mesures de contrôle relatives à l'exportation de bois, avec l'implication des services transversaux à travers une commission chargée de travailler sur la bonne gouvernance (juillet 2012). Elle comprend, outre les experts du Ministère de l'Environnement, ceux de la Banque Centrale (BCC), de la Direction Générale de Droits et Assises (DGDA), de l'Office Congolais du Contrôle (OCC), de la Société Commerciale des Transports et des Ports (SCPT) et du Ministère de l'Intérieur, Sécurité et Affaires Coutumières;
- sensibilisation des autorités provinciales à la lutte contre l'exploitation artisanale et industrielle illégale du bois avec la descente sur le terrain du Ministre de l'Environnement en personne, notamment dans le Bas-Congo du 12 au 22 août 2012 et dans le Bandundu en novembre 2012 ;
- adhésion de la RDC à l'OHADA.

D'autre part les parlementaires sont impliqués dans le processus de réformes devant intégrer la REDD+ dans le cadre législatif et réglementaire. Un travail de fond se fait en collaboration avec l'initiative GLOBE International, qui implique les deux chambres du Parlement. Un Groupe de Travail Législatif (GTL) a été mis en place et comprend notamment les présidents des commissions des deux chambres, ayant en charge l'environnement, ainsi que plusieurs autres députés et sénateurs, membres des commissions permanentes.

Toutes ces réformes visent un seul et unique but, celui d'améliorer les conditions qui permettent de sécuriser les investissements en RDC, de combattre l'exploitation illégale du bois et de promouvoir une gestion durable des écosystèmes forestiers. A ces mêmes fins, le Gouvernement a promulgué la Loi portant principes

fondamentaux relatifs à la protection de l'Environnement en juillet 2011. Il reste à sortir les décrets d'application.

S'agissant de la foresterie communautaire, le décret d'application du Code Forestier n'a pas encore été signé mais il y a une forte volonté politique du Gouvernement et des partenaires de faire avancer ce dossier. Les discussions en cours portent sur le macro-zonage et les schémas d'utilisation des terres.

En matière de gouvernance, si la RDC reconnaît l'ampleur de la tâche, elle comprend aussi l'impatience de la communauté internationale. Aussi, la gouvernance a été retenue comme l'un des 4 piliers habilitants de la stratégie nationale aux côtés de l'aménagement du territoire, du foncier, de la démographie, et de 3 piliers sectoriels (Agriculture, Energie, Forêt).

Cela vise à créer l'environnement propice pour les investissements. D'autre part, en ce qui concerne la gouvernance forestière, des travaux ont été réalisés, portant notamment sur : (i) les risques de corruption dans la phase d'investissement du processus REDD en RDC ; (ii) l'élaboration des mécanismes de gestion des plaintes et de prévention des conflits ; (iii) l'élaboration du mécanisme de partage des revenus ; etc. Le processus REDD+ est ainsi clairement connecté au processus bien plus large de réformes dans les multiples facettes de la Gouvernance.

Par ailleurs, la gestion et coordination gouvernementales du financement lié à la REDD+ s'effectuent à travers les Ministères ci-après : Ministère de Finances (signature des accords) ; Ministère du Plan (Plateforme de Gestion de l'Aide et des Investissements, PGAI) et Ministère de l'Environnement (cadre sectoriel, exécution).

Pour opérer une meilleure coordination et un suivi des projets et initiatives REDD+, le gouvernement va s'appuyer sur le Registre National REDD, en cours de finalisation. Ce registre est un outil institutionnel de transparence, ayant pour objectif la centralisation de l'information sur la mise en œuvre de REDD+ en RDC, grâce à une interface numérique librement accessible en ligne. Il vise à terme le suivi de tous les financements publics et privés REDD+ et de leurs résultats et permettra ainsi de faire le suivi des impacts auprès des communautés locales et plus largement d'évaluer la contribution de la REDD+ au développement économique et à la réduction de la pauvreté. Son intégration au Système National de Surveillance des Forêts permettra de visualiser les diverses zones d'intervention de la REDD+ et d'accéder aux diverses statistiques de déforestation au sein de celles-ci. Il constitue de plus l'outil central de la procédure d'homologation des projets REDD+ et doit en assurer une instruction transparente.

Le rôle du futur Conseiller Technique Principal (CTP) en cours de recrutement pourrait être précisément de piloter ce suivi des financements et de renforcer la coordination des différents partenaires en amont et en aval du processus REDD+ en RDC. En outre, il appuiera également le pilier gouvernance.

Annexe 3: Projets pilote et opérations ponctuelles

La RDC a sécurisé environ 84M\$ de financements REDD pour des activités d'investissement : 24M\$ pour les projets pilote REDD intégrés auprès du Fonds Forestier pour le Bassin du Congo (CBFF), et 60M\$ dans le cadre du Programme d'Investissement Forestier (PIF). Le montant réellement dépensé se limite à environ 2M\$, du fait des délais et lourdes procédures de mise à disposition des financements au niveau du pays, et du temps nécessaire à la planification stratégique et la programmation opérationnelle des activités de terrain.

Six projets intégrés répartis sur les 4 écosystèmes forestiers de la RDC, expérimentent les dynamiques entre les différents Programmes proposés dans les quatre volets de l'analyse préliminaire du potentiel REDD+ grâce au financement du Fonds pour les Forêts du Bassin du Congo (FFBC/BAD).

Chaque projet contribuera ainsi, aux niveaux provinciaux et national, à organiser, planifier et quantifier les besoins pour mettre en œuvre une stratégie REDD+ intégrée et objectivée, qui réponde aux multiples causes directes et sous-jacentes de la déforestation de manière systémique. Au niveau local, chaque projet permettra aussi de lutter à la fois contre la pauvreté et contre la déforestation et la dégradation des forêts, en apportant une réponse intégrée à leurs multiples causes, par exemple (i) en renforçant les capacités de l'administration locale pour la gestion et la planification, l'aménagement du territoire, la sécurisation foncière, l'harmonisation et l'application de la loi, (ii) en renforçant les capacités humaines, techniques, financières et organisationnelles des populations locales pour la gestion productive et la valorisation durable de leur environnement et encore (iii) en améliorant les conditions économiques et sociales des populations locales.

N°	Porteur de projet	Titre du projet	Budget Total du projet (Euros)
01	WWF Belgique	Projet Pilote REDD géographiquement intégré "EcoMakala +"	2,495,000
02	WWF Belgique	Projet Pilote REDD intègre de la Reserve de Biosphère de Luki dans la forêt du Mayombe	2,339,105
03	Novacel	Projet pilote REDD agroforestier Sud Kwamouth	4,437,729
04	MECNT/WCS	Projet Pilote REDD Intégré de Mambasa	2,960,000
05	MECNT/OCEAN	Projet Pilote REDD Intégré d'Isangi	2,298 215
06	WHRC	Projet d'appui à la société civile et au gouvernement dans le cadre de la REDD en Province de l'Equateur	3,534,515
	TOTAL Projet REDD+		18 064 564

Le R-PP fixe ainsi comme objectif au pays d'entrer dès début 2013 dans la phase d'investissement. Grâce à ce R-PP ambitieux et à un processus de préparation particulièrement dynamique, la RDC s'est positionnée comme un acteur majeur de la REDD+ au niveau international. Cela a valu à la RDC d'être sélectionnée comme l'un des huit pays-pilotes pour le Programme d'Investissement pour les Forêt (PIF) et d'être le premier d'entre eux à faire valider son plan d'investissement, en juin 2011, sécurisant ainsi 60 millions de dollars pour lancer la mise en œuvre de la REDD+ dans le pays.

Le projet Ibi Bateke

Le projet Ibi Bateke est un projet de reboisement qui s'inscrit dans le cadre du Mécanisme de Développement Propre (MDP) du protocole de Kyoto. Il s'agit d'un modèle agro-forestier qui combine la reforestation de terres fortement dégradées avec de l'acacia et la culture du manioc, ce qui permet à la fois la réhabilitation des sols, la production de manioc et la production de charbon de bois.

Il s'agit d'un projet qui peut être répliqué à très grande échelle dans le bassin d'approvisionnement en bois-énergie de Kinshasa. La ville de Kinshasa et ses environs comptent 7-10 millions d'habitants qui utilisent presque exclusivement du charbon de bois et du bois de chauffe pour cuisiner. Cette demande est une cause de pressions importantes sur la forêt et entraîne une dégradation importante de la forêt parfois très loin de Kinshasa. Le projet a déjà un impact local, il y a à Ibi un dispensaire et une école, l'électricité et l'eau courante 4 heures par jour grâce à un groupe électrogène. La vaccination des enfants est en cours, le projet génère des dizaines d'emplois. Il a aussi mobilisé la communauté et les chefs coutumiers de la Tribu des Bateke qui sont intéressés à répéter l'expérience.

Néanmoins les grandes leçons suivantes peuvent être tirées de l'expérience Ibi Bateke :

1-Les difficultés d'accès au financement doivent être surmontées afin que le reboisement prenne de l'ampleur

2-L'importance du financement carbone pour la rentabilité de ce type de projet /forte additionnalité des projets de reboisement (point de vue biophysique)

3-La difficulté d'opérer en RDC pour les agents économiques: superposition des droits fonciers (coutumier/moderne) et embûches administratives de toutes sortes (complexité du MDP, nombreuses conditions de financement de la Banque Mondiale, lenteur du MECNT)

4-La nécessité d'avoir accès à des infrastructures de base de transport, communication afin de pouvoir produire à grande échelle (entretien, pioche mécanique) et évacuer la production.

Projet REDD+ dans les Concessions de Conservation de ERA dans le Territoire d'Inongo

Porteur de Projet : Ecosystem Restoration Associates

Localisé en Territoire d'Inongo, Province du Bandundu

Le projet est développé sous le Standard Carbone Vérifié (VCS) et le Standard Climat, Communauté et Biodiversité (CCBS), afin de reconnaître la plus value sociale et écologique élevée du projet.

Ce projet sera composé de deux types d'activités distinctes: amélioration de la gestion forestière (IFM) et réduction des émissions dues à la déforestation et la dégradation (REDD +). La portion IFM du projet aboutira à la cessation des activités d'exploitation forestière commerciale pour la durée du projet.

La réduction de l'exploitation forestière illégale et la réduction de l'exploitation non durable des forêts pour l'agriculture et le bois de chauffe seront abordées dans la partie REDD+ du projet.

La partie REDD+ du projet sera basée sur l'implication des communautés locales, y compris avec les comités représentatifs au niveau du village la création de zones de conservation basées sur l'utilisation traditionnelles des terres. Des activités telles que la diversification agricole et l'intensification, les foyers améliorés, et les plantations de bois de chauffage seront employés afin de permettre aux communautés de développer des économies locales durables et diversifiées tout en allégeant la charge pesant sur les forêts environnantes.

Les recettes de carbone seront également utilisées pour offrir aux communautés un appui en terme d'infrastructure, y compris le soutien pour la construction d'écoles et de cliniques, ainsi que des améliorations à l'infrastructure de transport en bateau longtemps négligées dans la région. Les deux activités REDD + et IFM se feront avec le consentement libre, préalable et informé des communautés locales (CLIP).

Projets pilote

➤ **Projet Pilote REDD Agroforestier du SUD KWAMOUTH**

Le projet mis en œuvre par Novacel vise à : (i) contribuer à une gestion durable des ressources naturelles et plus particulièrement forestières; (ii) contribuer au bien-être des populations et (iii) contribuer à l'amélioration du cadre réglementaire de mise en œuvre à l'échelle nationale et internationale de la Réduction des Émissions issues de la Déforestation et de la Dégradation de la forêt tropicale (REDD+).

Statut

- La phase d'implémentation du projet s'est focalisée sur la préparation du manuel interne des opérations et d'acquisition pour les activités ;
- L'inauguration coutumière du projet Sud Kwamouth Novacel s'est faite le 20 Août 2012.

➤ **Projet Pilote REDD Géographiquement intégré de MAMBASA**

Près d'une année après le lancement du projet REDD Mambasa, très peu a été accompli sur le terrain. Les activités sont encore au stade de planification et de quelques travaux préparatoires tels que la prise des contacts avec les parties prenantes, la sélection des sites d'interventions et l'identification des bénéficiaires. Par rapport au PTBA et PPM produits l'année 2012, le projet connaît un retard considérable dont les responsabilités sont partagées entre les différents acteurs.

➤ **Projet Pilote REDD Géographiquement intégré d'ISANGI**

Le projet est exécuté par une organisation non gouvernementale dénommée Organisation Concertée des Ecologistes et Amis de la Nature (OCEAN). L'Ong OCEAN a signé des protocoles d'entente respectivement avec l'Université de Kisangani (UNIKIS) et l'institut National de Recherche Agronomique (INERA), l'Institut facultaire

des sciences Agronomiques de Yangambi (IFA) et l'ONG Protection et conservation de la nature (PCN). Les activités de terrain ont été lancées, mais beaucoup de défis restent à relever.

➤ **Projet Pilote d'Appui à la société civile et au gouvernement dans le cadre de la REDD en province d'Equateur**

Projet mené par WHRC qui vise l'augmentation de la capacité des parties prenantes pour le développement des stratégies REDD et la préparation à la gestion des fonds carbone ; la conception et la mise en œuvre de projets pilotes REDD. Pour atteindre ses objectifs, le projet se propose de tester des stratégies REDD sur des zones pilotes de la province de l'Equateur.

➤ **Les deux Projets Pilotes géographiquement intégrés du WWF-Be**

- Approbation par la BAD/FFBC de l'amendement des accords de don qui a consisté à inclure WWF-RDC comme partenaire au même titre que ceux cités dans l'accord de don (cf. art.I, 1.5, (vii). La raison principale est que WWF travaille en réseau avec tous les « WWF-Pays » et que WWF-Be ne pourra pas mettre en œuvre le projet sur terrain sans l'intervention de WWF-RDC.
- Signature des Protocoles d'Accord entre le MECNT et le WWF-Be pour les deux projets.
- Ouverture du Compte d'Opérations par WWF-Be auprès de la Rawbank en faveur des projets LUKI et Ecomakala+.
- Signature de l'Ordre de virement automatique permanent et irrévocable du Compte de Transit vers le compte d'Operations
- Signature des Accords de rétrocession des projets Luki et Ekomamala+.

Annexe 4: Dépenses et engagements au 31 décembre 2012

Composantes Sous composantes Activités	Dépenses au 31/12/2012
APPUI A LA COORDINATION DU PROCESSUS ET CONS NAT	165,078.00
Coordination de l'ensemble du processus	127,137.00
Recrutement des Points Focaux (11)	16,218.00
Recrutement d'un Coordonnateur pour les 11 Point Focaux	16,000.00
Acquisition d'un Pick up pour la Coordination Nationale	25,200.00
Acquisition de matériel de bureau et informatique pour les PFP	19,277.00
Acquisition des matériels informatiques	19,550.00
Recrutement consultant mission éval. Mi-parcours	30,892.00
Consultations multipartites	37,941.00
Recrutement de l'Expert IEC	20,100.00
Recrutement d'un Correspondant de la société civile IEC	17,841.00
CONSTRUCTION DE LA STRATEGIE NATIONALE REDD +	369,184.50
Préparation pilote et accompagnement de veille	281,571.00
Recrutement d'un Chef de projet Stratégie Nationale REDD+	46,200.00
Recrutement d'un Consultant International de Stratégie Nationale REDD+	50,387.00
Frais de COP 17 à Durban	66,197.00
Recrutement d'un Responsable de Projet Pilote	6,822.00
Recrutement d'un Chargé de Projet Pilote	25,800.00
Recrutement d'un Chargé de Projet de Stratégie Nationale	20,415.00
Recrutement d'un Correspondant de la société civile GCT (Okenge)	21,704.00
Acquisition de documentation et organisation atelier	9,023.00
Appuyer les travaux de collecte de données (réunions, ateliers, missions,	35,023.00
Préparation de Cadre de mise en œuvre	5,700.00
Recrutement d'un consultant pour la rédaction arrêté d'homologation	2,700.00
Recrutement d'un consultant pour la rédaction annexe à l'arrêté d'homologation	3,000.00
Evaluation Sociale et Environnementale Stratégique (SESA)	81,913.50
Recrutement d'une Firme pr diriger la mission SESA	59,600.50
Appuyer le fonctionnement du comité de suivi	22,313.00
PREPARATION DES SCENARIO DE REFERENCE	72,607.00
Préparation des scerario de référence	72,607.00
Contribution de la CN-REDD dans les enquêtes de ménage	72,607.00
GESTION DU PROJET	856,633.58
Gestion du Projet	856,633.58
Cabinet d'Audit Externe pr TF 093871 (Strong Nkv)	10,500.00
Cabinet d'Audit Externe pr TF 099125	13,350.00
Cabinet pour la Gestion Fiduciaire (PFCN)	131,750.47
Rémunération Personnel CN REDD	195,167.00
Appui à la Direction de Développement Durable	12,838.00
Réunions des Comités National et Interministériel REDD	6,800.00
Organisation Université Internationale REDD 2ème édition 2011	45,350.00
Frais de fonctionnement CN-REDD (dont missions en RDC, ateliers, etc.)	440,878.11
	1,463,503.08

Désignation du contrat	Montant en USD	Date d'engagement
Recrutement d'une firme pour la Gestion fiduciaire du Don (PFCN)	170,000.00	18-mars-11
Recrutement de Strong NKV pour réaliser l'audit du PPF 093871	10,500.00	31-mai-11
Recrutement d'un Coordonnateur National REDD	27,000.00	1-août-11
Recrutement d'un Coordonnateur National REDD (contrat renouvelé pour six mois)	27,000.00	1-févr.-12
Recrutement d'un Assistant Administratif et Financier de la CNREDD	24,000.00	1-août-11
Recrutement d'un Assistant Administratif et Financier de la CNREDD (contrat renouvelé pour douze mois)	24,000.00	1-août-12
Recrutement d'une nettoyeuse des installations de la CNREDD	4,800.00	1-août-11
Recrutement d'une nettoyeuse des installations de la CNREDD (contrat renouvelé pour douze mois)	4,800.00	1-août-12
Recrutement d'un secrétaire de la Coordination Nationale REDD	8,400.00	19-août-11
Recrutement d'un secrétaire de la Coordination Nationale REDD (contrat renouvelé pour douze mois)	8,400.00	15-août-12
Recrutement Chef de Projet National de la composante 2 de la CN REDD	36,000.00	18-oct.-11
Recrutement Chef de Projet National de la composante 2 de la CN REDD (contrat renouvelé pour trois mois)	10,200.00	1-oct.-12
Recrutement du Chef de Projet National de la composante 3 de la CN REDD	12,800.00	18-oct.-11
Recrutement d'un Consultant international en appui à la composante 2	51,005.00	18-oct.-11
Recrutement du Chargé de Projet National de la composante 2 de la CN REDD	18,000.00	18-oct.-11
Recrutement du Chargé de Projet National de la composante 2 de la CN REDD (contrat renouvelé)	5,100.00	1-oct.-12
Recrutement du Chargé de Projet National de la composante 3 de la CN REDD	18,000.00	18-oct.-11
Recrutement du Chargé de Projet National de la composante 3 de la CN REDD (contrat renouvelé pour trois mois)	5,100.00	1-oct.-12
Recrutement du chauffeur de la CN REDD	4,800.00	18-oct.-11
Recrutement du chauffeur de la CN REDD (contrat renouvelé)	4,800.00	1-oct.-12
Recrutement du Consultant pour la rédaction de l'arrêté ministériel sur le processus d'homologation des projets REDD en RDC	2,700.00	3-nov.-11
Acquisition de 23 ordinateurs portables pour les membres de Comité National et Interministériel REDD	19,550.00	10-nov.-11
Recrutement d'une firme pour diriger la mission de SESA	300,715.00	14-déc.-11
Evaluation environnementale et sociale stratégique de la mise en œuvre du processus REDD en RDC (Avenant au contrat initial de 300715,00USD) avec AGRECO-LAND RESSOURCES	49,670.00	26-sept.-12
Recrutement du Consultant pour la création du site web de la CN REDD	25,000.00	14-déc.-11
Recrutement du Consultant pour la rédaction des annexes à l'arrêté ministériel sur le processus d'homologation des projets REDD en RDC	3,000.00	31-janv.-12
Recrutement d'un correspondant auprès de la société civile, expert en information, éducation, communication, consultations et renforcement des capacités (IEC+)	30,000.00	9-avr.-12
Recrutement de l'Expert en Information, Education et Communication	7,800.00	31-mars-12
Recrutement de l'Expert en Information, Education et Communication (contrat renouvelé pour neuf mois)	31,200.00	1-juil.-12
Recrutement d'un consultant pour l'évaluation de mi parcours du processus REDD+ en RDC	30,892.00	26-avr.-12
Recrutement d'un correspondant auprès de la société civile, expert en appui à la construction de la stratégie nationale REDD+ et à la coordination des Groupes de Coordination Thématique (GCT)	30,000.00	26-avr.-12
Contribution de la CN REDD dans les enquêtes de ménage	299,000.00	13-juil.-12
Acquisition d'un véhicule Jeep hard Top 4x4 pour le PIF	44,000.00	26-sept.-12
Acquisition des mat informatiques de bureau pr les 11 PFP REDD	19,270.00	1-sept.-12
Recrutement du Coordonnateur National REDD en RDC	21,000.00	7-août-12
Recrutement des Points focaux REDD Provinciaux	26,400.00	28-juin-12
Recrutement des Points focaux REDD Provinciaux (contrats renouvelés)	167,640.00	13-sept.-12
Recrutement de ERND d'une ONG pour des consultations approfondies dans la province orientale sur la version initiale des 7 piliers de la stratégie- cadre REDD+ en cours d'élaboration.	15,924.50	23-oct.-12
Recrutement de CODELT d'une ONG pour des consultations approfondies dans la province de Bandundu sur la version initiale des 7 piliers de la stratégie- cadre REDD+ en cours d'élaboration	15,924.50	23-oct.-12
Recrutement du Coordonnateur des Points focaux REDD provinciaux	48,000.00	3-nov.-12
Recrutement d'un Coordonnateur National REDD	21,000.00	1-août-12
Acquisition des mobiliers de bureau en faveur des Points focaux provinciaux REDD	16,995.00	17-déc.-12
masse salariale des consultants CNREDD avant la mise en vigueur du Don	64,000.00	
Recrutement de Strong NKV pour réaliser l'audit du don TF099125	51,500.00	12-oct.-12
total des engagements via shopping (comparaison de trois factures pro forma)	152,230.00	
Acquisition d'un véhicule pick up 4x4 pour la CN REDD en RDC	25,200.00	31-mai-11
Total	1,993,316.00	

Annexe 5 : consultations dans le cadre de la révision de la requête de fonds additionnels

COMPTE RENDU DE LA REUNION DE CONSULTATION DU COMITE NATIONAL SUR LE CANEVAS DU RAPPORT DU PROGRES DES ACTIVITES DU PROCESSUS REDD A PRESENTER AU FCPF POUR L'OCTROI D'UN FINANCEMENT ADDITIONNEL

1. Point inscrit à l'ordre du jour :

Présentation et analyse du canevas du rapport du progrès des activités du processus REDD à mi-parcours en vue de solliciter un financement additionnel auprès du FCPF.

Etaient présents à la séance :

1. Albert KALONGA BANTU : Comité Interministériel/Directeur
2. Ferdinand BADILA : DHE/Directeur
3. Jean Paul BOKESTU : Minfin/CTR
4. Christelle MPUTU : FEC/Comité National
5. Freddy LUSAMBULU : Comité National/Directeur
6. Dr Bintu NKONKO : Mine/ ECHD
7. MBIKAYI NKONKO : INERA/ADT
8. PATRICK BISIMWA : CN REDD/Chargé de Projet national
9. Désiré BUJIRIRI NFUNDE : Comité Interministériel/CD
10. Yvon TSHILUMBA BINGWA : Urbanisme/Conseiller
11. RAOUL KAMANDA : CN REDD/Expert IEC
12. BOIKA MAHAMBI BARTH : RRN/Chargé de Programme Carto.
13. CLEO MASHINI : CN REDD Chargé de projet National
14. Léon Kanu MBIZI : CN REDD/Coordonnateur PFP.

2. Déroulement

Monsieur Leon Kanu Mbizi facilitateur de la séance, a été le premier à prendre la parole en commençant par remercier la présence des participants à cette séance ; il a également expliqué l'intérêt de recueillir les avis du comité national et interministériel sur l'analyse du canevas. En effet, cette réunion fait suite à la mission conjointe FCPF-UN-REDD qui s'est tenue à Kinshasa pour tenter de faire le point des progrès entrepris à ce jour dans le processus REDD en RDC et de dégager les besoins du pays pour les prochaines étapes. Il en résulte qu'un canevas de rapport du progrès des activités du processus REDD à été élaboré en vue d'être soumis au FCPF pour solliciter l'octroi d'un financement additionnel de près de 5 200 200 USD pour la période 2013 -2014.

Après avoir parcouru le document, il y a eu une séance de questions/réponses et échanges, pouvant être présentés en ces points :

1. Mettre à la disposition suffisamment à l'avance aux membres des comités national et interministériel les documents de travail afin de permettre à ces derniers de mieux préparer les réunions.
2. Pas assez d'informations qui permettent d'évaluer les éléments qui sont postés dans le canevas, il a été recommandé de joindre des annexes qui pourront faciliter la lecture dans l'avenir.
3. Au-delà de l'évaluation financière, s'assurer que les activités identifiées rencontrent l'atteinte des résultats fixés.
4. Faire ressortir clairement les frais de fonctionnement et les frais de gestion afin de faciliter la lecture du tableau.
5. Il a été recommandé de remplacer les 20 participants par 23 dans la colonne dépense du produit 1 : décisions et orientations stratégiques sont prises de manière éclairée, légitime et transparente.

6. L'ensemble des participants est unanime que les activités IEC doivent bénéficier d'un budget conséquent au regard du retard accumulé à ce jour par rapport aux autres activités inscrites dans le cadre du processus REDD.
7. Il a été précisé que les montants postés dans le canevas pour la demande de fonds peuvent faire l'objet d'un éventuel réajustement dans le futur en cas de nécessité moyennant l'avis de non objection de la banque et ce conformément aux procédures de la banque.

Commencée à 11 heures 50' la réunion a pris fin à 13 heures 21'

Kinshasa le 07 septembre 2012.

5.2. COMPTE RENDU DE LA REUNION AVEC LE GTCR SUR « LA REQUETE DE FINANCEMENT SUPPLEMENTAIRE DE 5,2 MILLIONS DE DOLLARS POUR LES ACTIVITES DU PROCESSUS REDD+ 2013-2014 »

Dans le cadre de la finalisation de la requête de 5.200.000 dollars USD pour les activités 2013-2014, formulée à l'intention de la Banque Mondiale/FCPF lors de la réunion du Comité des participants du FCPC au mois d'octobre prochain, une réunion d'échanges a été organisée avec la société civile/GTCR ce vendredi 07 septembre 2012 dans la salle de réunion de la CN-REDD, comme échangé lors de la dernière mission conjointe UN-REDD et FCPF à Kinshasa du 20 au 23/08/2012.

Etaients présents à la séance :

1. Mr. MPANU MPANU NSIALA Tosi, Coordonnateur National REDD
2. Mr. KANU MBIZI Léon, Coordinateur des Points Focaux Provinciaux REDD
3. Mr. Cléo MASHINI, Chef de Projet National à la CN-REDD
4. Mr. Adrien KAKULA, Chargé de Projet National à la CN-REDD
5. Mr. Bruno GUAY, Conseiller Technique à la CN-REDD
6. Mr. Patrick BISIMWA, Chargé de Projet National à la CN-REDD
7. Mr. Kamathe KATSONGO, Expert à la CN-REDD
8. Mr. Raoul KAMANDA, Expert Responsable IEC à la CN-REDD
9. Mme. Marie Thérèse OKENGE, Expert IEC à la CN-REDD
10. Mr. Félicien KABAMBA, Coordonnateur du GTCR
11. Mr. Alidor KASS MUTEBA, membre du GTCR
12. Mr. Guy KAJEMBA, membre du GTCR
13. Mme. Néné MAINZANA, membre du GTCR
14. Mme. Anny MANDUNGU, membre du GTCR
15. Mme. MUSAU ILUNGA Stéphanie, membre du GTCR

Points inscrits à l'ordre du jour :

Un seul point inscrit à l'ordre du jour : échanges, commentaires et suggestions sur la requête de 5.200.000 dollars USD pour les activités 2013-2014 du processus REDD+ en RDC, formulée à l'intention de la Banque Mondiale/FCPF.

Déroulement

Sous la présidence de Monsieur le Coordonnateur National Tosi MPANU MPANU NSIALA, qui juste après son petit mot introductif, le Coordonnateur Léon KANU MBIZI a pris la parole afin de montrer la quintessence de la rencontre à l'assemblée, spécialement aux membres de la société civile/GTCR.

Les échanges se sont bien déroulés, quelques commentaires et suggestions ont été faits, et peuvent se présenter brièvement comme suit :

1. Le Coordonnateur Félicien KABAMBA a loué l'idée d'impliquer le GTCR pour la première fois, dans des échanges/débats du genre ; mais aussi a déploré le fait que le GTCR n'a jamais été sollicité directement dans les prestations des services, comme on l'a toujours fait pour les cabinets/consultants internationaux ;
2. Guy KAJEMBA : a émis le souhait que le GTCR soit toujours consulté aux révisions de toutes les lignes budgétaires de ladite requête.
3. Félicien KABAMBA : Dialogue des politiques, qu'entendons-nous de ça ?
R/ Coordon KANU : C'est ce qu'on avait commencé avec le dialogue de haut niveau ; l'idée c'est d'arriver à impliquer les autorités politiques, les aider/convaincre à s'approprier du processus REDD+ afin d'arriver à persuader les bailleurs de la quintessence de financer le processus en prévision de la phase d'investissement ; exemples de fonds à mobiliser chez les Norvégiens et les Anglais, etc.
4. MUTEBA KASS : Se rassurer de l'apport/implication du GTCR dans les activités mentionnées dans tous les produits du tableau au lieu de ne parler que des chiffres.
Pour lui il faudra porter la précision, quand on parle société civile, c'est le GTCR exclusivement comme partenaire privilégié.
5. Néné MAINZANA : Rassembler tous les éléments IEC dans une même rubrique dans le tableau (option pas appréciable). Où est passé le fonds qui a été alloué pour la production des supports médiatiques et production des outils ? Le produit 11 : La formation des avocats, juges, etc. rien n'est prévu pour ça ? CN-REDD: R/ c'est une activité prise en charge par le PNUD pas le FCPF.
6. Pour Guy KAJEMBA : il y a lieu de préciser le plan d'intégration/implication du GTCR dans les activités IEC car ce qui est présenté dans le budget ne semble pas couvrir les prévisions qui avaient été proposées conjointement avec la composante IEC de la CN-REDD ; est ce que le chantier IEC est prioritaire ou pas ?
R/ Coordon KANU et Me. Cléo : le plan est pris ici dans son entièreté et ce sont les 235.000 \$ qui seront éclatés pour amorcer les activités et on verra la suite après ; toujours à ce sujet, Raoul appui l'idée de Guy Kajemba en suggérant qu'on pouvait même réserver 30% du budget total aux activités IEC vu la pertinence du chantier (démarche pas appréciée).
Coordon KANU : Les activités IEC se retrouvent dans d'autres produits, notamment Produit 6 où un financement est aussi réservé aux PFP REDD+.
Coordonnateur TOSI : il s'avère peut être pertinent de faire la sommation de tout ce qui est proposé dans les différents produits sur le chantier IEC, en parcourant tous les produits ; à faire avec Raoul après approbation du don.
7. KAMATHE : Proposition de parcourir/revoir tout le budget afin de s'assurer qu'aucun chantier/activité n'a été oubliée !
R/ Coordon KANU : malheureusement le temps fait défaut, néanmoins il sied de retenir qu'il y a flexibilité de revoir tout ça, après approbation/accord du don.
Il a aussi informé l'assemblée que le fonds norvégien est déjà disponible mais nous sommes à l'attente de la finalisation de quelques dispositions ; c'est qui est intéressant est que le PNUD va préfinancer tous les activités dont le fonds a été alloué notamment, les Coordinations Thématiques « CT ».
8. Prof. Félicien K. : Préoccupation par rapport à la participation du GTCR aux négociations et processus internationaux ; Est ce qu'il n'y a que la CN-REDD qui se présentera seule ou comment ? (voir Produit 2)
R/ Coordon KANU : on a mis CN-REDD, juste comme organe de gestion de cette assistance.
9. Guy KAJEMBA : Inquiétude exprimée par rapport aux questions « CLIP » où il y a en l'en croire, manque de coordination/implication effective de la CN-REDD eu égard aux activités menées par FPP et WWF !
Coordon KANU : il y a un grand fonds que le FPP possède pour le CLIP ; toute fois bonne note prise par la CN-REDD afin d'améliorer son implication dans ce chantier, entant qu'organe gouvernemental.
10. MUTEBA KASS : le Produit 7 : pourquoi pas mettre un accent particulier aussi sur l'appui à gestion d'activités REDD par le GTCR comme c'est le cas pour l'administration publique ? Pourquoi pas compléter les autres parties, ONG, etc.
Inquiétude au Produit 7 : Appui à l'assistance technique dans la mise en place des standards nationaux : pourquoi pas mentionner clairement par la Société civile ?

R/: il n'est pas réaliste à ce stade et dans le cas d'espèce de penser de la sorte car il s'agit là des prestataires qui doivent à priori être accrédités pour faire ce genre de travail ; c'est d'abord question de compétence, si c'est le cas rien n'empêche.

Rapporteur Adrien KAKULA DIASOTUKA *Chargé de Projet National CN-REDD*

Annex 6. World Bank's Grant Reporting and Monitoring report (GRM)¹

¹ *Grant Reporting and Monitoring* is the format and system that is used for reporting on FCPF activities where the World Bank is the Delivery Partner.

Annexe 6 : Budget détaillé de la requête additionnelle et de la phase d'achèvement de la préparation de la REDD.

Chantier	Sous chantier	Activité	Besoins	Financements sécurisés									GAP à Mobiliser
				FCPF1 3 400 000	FCPF2 5 000 000	FCPF3 200 000	NORVEGE PNUD	FAO	PNUE	COMIFAC	RDC	TOTAUX DISPONIBLES	
Communication et consultation	Société Civile	Appuyer les reseaux d'ONG de la société civile, y compris peuples autochtones	40 000	20 000	20 000							40 000	0
		Appui au GTCR (revision des statuts, élection, communication, fonctionnement, formation, déplacements en Province)	400 000		40 000		320 000						360 000
	Sous-Total		440 000	20 000	60 000	0	320 000	0	0	0	0	400 000	40 000
	Provinces pilote	Elaborer des outils de sensibilisation sur la REDD+ (prospectus, Brochure, module de sensibilisation, spots radio)	100 000		36 000		50 000				9 900	95 900	4 100
	Outils de communication	Produire les d'outils IEC (en francais et langues nationales)	75 000		75 000							75 000	0
		produire des Spots radio et télé	50 000		50 000							50 000	0
		Disséminer les outils IEC (ateliers, séminaires, formation)	67 000		33 000				34 000			67 000	0
		Développer site web pour la REDD en RDC et les documents de plaidoyer pour les évènements internationaux de haut niveau	137 067	100 000			37 067					137 067	0
		Organiser les universités d'été de la REDD	90 000	90 000								90 000	0
		Intégrer la REDD dans les programmes de l'éducation nationale (primaire et secondaire) et diffusion	150 000		75 000							75 000	75 000
Sous-Total		669 067	190 000	269 000	0	87 067	0	34 000	9 900	0	589 967	79 100	
et outils de mise en oeuvre de la	Fonds National REDD	Etablissement de la Feuille de Route	20 000				20 000					20 000	0
		Développement du Manuel d'Opération Projet (MOP)	250 000				250 000					250 000	0

Chantier	Sous chantier	Activité	Besoins	Financements sécurisés								GAP à Mobiliser	
				FCPF1 3 400 000	FCPF2 5 000 000	FCPF3 200 000	NORVEGE PNUD	FAO	PNUE	COMIFAC	RDC		TOTAUX DISPONIBLES
		Consultations sur le MOP au niveau national (mise en place d'une commission restreinte gouvernementale et réunions avec PTF)	85 000				85 000					85 000	0
		Echanges techniques d'expériences entre pays	100 000				80 000					80 000	20 000
		Mise en place du Secrétariat Technique restreint	350 000				130 000					130 000	220 000
		Réunions du Comité de Pilotage	30 000				10 000					10 000	20 000
		Equipe d'experts nationaux et internationaux	494 465				353 465					353 465	141 000
		Liens avec Registre et SIS assurés	60 000				60 000					60 000	0
		sous total	1 389 465	0	0	0	988 465	0	0	0	0	988 465	401 000
	Registre	Finaliser le registre	200 000		195 000	0			5 000			200 000	0
	Projets pilote et autres initiatives	Suivi évaluation des projets pilotes	150 000		75 000							75 000	75 000
		Suivi évaluation des autres initiatives REDD	150 000		20 000					14 000			34 000
		sous total projets pilotes	300 000	0	95 000	0	0	0	0	14 000	0	109 000	191 000
	Arrete Homologation	Revision de l'arreté d'homologation et ses annexes	35 000		21 000							21 000	14 000
	SNSF	Mise au point du systeme de suivi des forets	75 000					25 000				25 000	50 000
	IFN	Réalisation de pré-inventaire carbone	271 594					50 000				50 000	221 594
	IGES	Réalisation des inventaires des GES	286 300					5 000				5 000	281 300
	MRV	MRV	1 943 762					743 290				743 290	1 200 472
	Niveau reference	Niveau de référence des émissions	70 000									0	70 000
			2 681 656	0	21 000	0	0	823 290	0	0	0	844 290	1 837 366

Chantier	Sous chantier	Activité	Besoins	Financements sécurisés								GAP à Mobiliser	
				FCPF1 3 400 000	FCPF2 5 000 000	FCPF3 200 000	NORVEGE PNUD	FAO	PNUE	COMIFAC	RDC		TOTAUX DISPONIBLES
		Mécanismes de recours et de gestion des plaintes	200 000			200 000						200 000	0
		Production du SESA de la REDD	290 785	290 785								290 785	0
		Fonctionnement du CS pour implication régulière dans toutes les activités de validation	71 687	7 687	64 000							71 687	0
		Validation du SESA	220 810	200 000	20 810							220 810	0
		Expérimenter les outils au travers des projets en cours et finaliser leur mise au point	90 000		30 000					60 000		90 000	0
		Animer le processus participatif avec les parties prenantes (ateliers de restitution participative et d'échange dans 5 Provinces pilote)	50 000		50 000							50 000	0
		Suivre et évaluer la mise en œuvre des outils et mécanismes (recours sur les sauvegardes, CLIP, partage des revenus, etc.) par les projets	75 000		75 000							75 000	0
		Organiser des ateliers semestriels à Kinshasa de présentation des résultats de suivi-évaluation des projets REDD+	60 000		60 000							60 000	0
	Finalisation EESS et CGES & Mécanisme de gestion de plaintes et de recours	Formation des administrations, des porteurs de projets et des ONGs à l'application des outils de sauvegarde et des standards	75 000		75 000							75 000	0
		Validation des standards nationaux sociaux environnementaux	72 097							72 097		72 097	0
		Opérationnaliser le SIS (CGES et Standards)	42 000		30 000					12 000		42 000	0
		Atelier de Formation et de sensibilisation sur l'outil d'analyse des coûts totaux de la REDD+ en RDC	9 000	9 000								9 000	0
	Modélisation	Contribution de la CN-REDD dans les enquêtes de ménage	226 393	226 393								226 393	0

Chantier	Sous chantier	Activité	Besoins	Financements sécurisés								GAP à Mobiliser	
				FCPF1 3 400 000	FCPF2 5 000 000	FCPF3 200 000	NORVEGE PNUD	FAO	PNUE	COMIFAC	RDC		TOTAUX DISPONIBLES
	Moabi	Adaptation du système indépendant MOABI de suivi de la REDD+ en RDC avec WWF/RDC	52 600	52 600								52 600	0
			1 535 372	786 465	404 810	200 000	0	0	144 097	0	0	1 535 372	0
	Actualisation strategie	Fonctionnement des coordinations thematiques (animation et fonctionnement)	115 000		100 000					15 000		115 000	0
		Organisation d'ateliers / missions sur retours d'expérience pour la consolidation de la stratégie (ERND - CODELT)	31 000	31 000								31 000	0
		Ateliers de validation de la strategie actualisee	25 000		25 000							25 000	0
			171 000	31 000	125 000	0	0	0	0	15 000	0	171 000	0
	formulation d'un programme d'investissements	équipe d'experts nationaux et internationaux de formulation d'investissements	906 108				576 108					576 108	330 000
		Consultations techniques et ateliers	234 901				184 901					184 901	50 000
		frais de missions spécialisées de terrain	100 000				50 000					50 000	50 000
			1 241 009	0	0	0	811 009	0	0	0	0	811 009	430 000
	Sous-Total		7 518 502	817 465	840 810	200 000	1 799 474	823 290	149 097	29 000	0	4 659 136	2 859 366
Dialogue politique	Cadre légal et réformes	Appui à l'élaboration et à l'adaptation des textes légaux et réglementaires	150 000		150 000							150 000	0
		Appui à l'amélioration du cadre légal (Globe)	35 000		35 000							35 000	0
	Négociations internationales	Participation aux négociations sous la CNUCC : Défense des positions de la RDC en matière de REDD+ dans les conférences internationales	330 000	60 000	120 000		150 000					330 000	0

Chantier	Sous chantier	Activité	Besoins	Financements sécurisés								GAP à Mobiliser	
				FCPF1 3 400 000	FCPF2 5 000 000	FCPF3 200 000	NORVEGE PNUD	FAO	PNUE	COMIFAC	RDC		TOTAUX DISPONIBLES
	Engagement politique	dialogues de politiques et mobilisation des financements / partenariats stratégiques	350 000				110 000					110 000	240 000
		Forum sur l'économie verte à Kinshasa avec expertise internationale	125 000				125 000					125 000	0
		développement d'une stratégie de financement pour la REDD (public et privé, national et international) pour diversifier les sources	70 000				40 000					40 000	30 000
		Formations d'experts pour avancer dossiers Redd importants pour le pays dans les négociations sous la CNUCC	70 000				70 000					70 000	0
	Diffusion de l'agenda REDD dans les politiques sectorielles	Appui a l'elaboration de politiques sectorielles prenant en compte la strategie nationale REDD (ateliers, etudes, consultations)	66 990		66 990							66 990	0
		Fonctionnement et animation du Comité de pilotage National	50 000		50 000							50 000	0
		Former l'appareil judiciaire pour le suivi et la mise en oeuvre des modalites de lutte contre la corruption dans la REDD	50 000		50 000							50 000	0
		Ateliers et consultations	75 000		75 000							75 000	0
	Sous-Total		1 371 990	60 000	546 990	0	495 000	0	0	0	0	1 101 990	270 000
	Déploiem en province	Toutes provinces	formation des points focaux provinciaux Redd +	100 000		70 000		20 000					90 000
Fonctionnement des Points Focaux provinciaux (bureau, petites fournitures, carburant pour motos, etc.)			295 000	120 000	175 000							295 000	0
ateliers, formations et sensibilisations organisés par les Points Focaux dans les provinces.			300 000		200 000		50 000					250 000	50 000

Chantier	Sous chantier	Activité	Besoins	Financements sécurisés								GAP à Mobiliser	
				FCPF1 3 400 000	FCPF2 5 000 000	FCPF3 200 000	NORVEGE PNUD	FAO	PNUE	COMIFAC	RDC		TOTAUX DISPONIBLES
		Encadrement des points focaux par la CN-REDD (reunions a Kinshasa, visites dans les provinces, production d'outils IEC spécifiques dont les plans stratégiques provinciaux, édition, diffusion)	220 000		220 000							220 000	0
	Provinces Pilote	Consultants en développement durable en charge du déploiement en Province	250 000				150 000					150 000	100 000
		Missions d'appui spécialisé, ateliers de dialogue multipartenaire, formation de porteurs et bénéficiaires de projets, vision provinciale stratégique	350 000				200 000					200 000	150 000
		Appui logistique aux cellules REDD+ dans les 3 Provinces-pilotes	60 000				30 000					30 000	30 000
	Sous-Total		1 575 000	120 000	665 000	0	450 000	0	0	0	0	1 235 000	340 000
Gestion du processus	GESTION DU PROCESSUS	Cabinet d'Audit Externe pr le Don TF 099125	158 150	38 150	120 000							158 150	0
		Cabinet pour la Gestion Fiduciaire (PFCN)	288 250	38 250	250 000							288 250	0
		Achat d'un véhicule	99 000	44 000	55 000							99 000	0
		Masse Salariale CN-REDD	2 139 960	369 944	1 513 200					256 816		2 139 960	0
		Appui au Secretariat General et à la Direction de Développement Durable	100 000	10 000	90 000							100 000	0
		Frais de fonctionnement CN-REDD	408 688	108 688	200 000		40 000			10 000	50 000	408 688	0
		RH projet	175 000				100 000					100 000	75 000
		Location des bureaux	360 000	120 000	240 000							360 000	0
		Suivi et Evaluation des activités	45 602				30 602					30 602	15 000
		Administration, frais bancaires et suivi-évaluation (3%)	150 000		150 000							150 000	0
	Sous-Total		3 924 650	729 032	2 618 200	0	170 602	0	0	266 816	50 000	3 834 650	90 000
Total Général			15 499 209	1 936 497	5 000 000	200 000	3 322 143	823 290	183 097	305 716	50 000	11 820 743	3 678 466

Annexe 7: Grant Reporting and Monitoring Report

World Bank - Grant Reporting and Monitoring (GRM) Report

Ref:	TF099125	Report to Donor	Reporting Period:	07/01/2011 to 06/30/2012
Printed On:	05/10/2013		Report Type:	Progress Report
			Report Status:	Approved

Assignment: TF099125

Preparation of DRC's Readiness Plan, Readiness Fund of the FCPF FCPFR - FOREST CARBON PARTNERSHIP FACILITY

Task Team Leader: 00000055111 - Simon A. P. Rietbergen
Approving Manager: 00000086169 - Benoit Bosquet

Summary Information	
TF Status	ACTV
Recipient Country	Congo, Dem Rep
Executed By	Recipient
Managing Unit	8107 - AFTN1
Grant Start Date / Closing Date	03/26/2011 to 09/30/2014
Program Manager	
Original Grant Amount	3,400,000.00
Grant Amount	3,400,000.00
Outstanding Commitments	0.00
Cumulative Disbursements	796,881.91 as of 06/30/2012
Disbursed 07/01/2011 to 06/30/2012	796,881.91
Donor	TF602001 - MULTIPLE DONORS

This GRM report includes the following sections: Overview, Components, Outcome, Execution, Program(FCPFR), Disbursements.

World Bank - Grant Reporting and Monitoring (GRM) Report

Report to Donor			
Ref.	TF099125	Reporting Period:	07/01/2011 to 06/30/2012
Printed On:	05/10/2013	Report Type:	Progress Report
		Report Status:	Approved

OVERVIEW

Overall Assessments

Grant Objectives:

The Project Development Objective is to reinforce DRC's capacities to design a socially and environmentally sound national strategy to reduce emissions from deforestation and forest degradation (REDD+) and to develop a national reference scenario of emissions from deforestation and degradation that takes into account national circumstances.

Overall progress from 07/01/2011 to 06/30/2012 with regard to Achieving Grant Objectives:

Comment:

DRC has made significant progress in its REDD+ Readiness process and is on track to achieve the specific objectives targeted by the FCPF REDD+ Readiness support grant at the end of the implementing period, despite the challenges discussed below.

National capacities on REDD-related issues has increased substantially, across a broad range of stakeholders including government officials and CSO members. The country has established a functioning fully-staffed and well-equipped National REDD+ Coordination Unit at the Ministry of Environment which is leading a series of technical activities, reaching out to broad range of stakeholders and coordinating various ongoing REDD-related initiatives in the country. Through the Coordination Unit, the REDD+ Readiness process has galvanized government attention beyond authorities in charge of the forest sector. As an example, the Minister of Finance has been actively participating in the discussions on REDD+, particularly on the identification of options to manage future REDD+ flows. Another example is the High-Level Forum on Forests and Climate Change organized by the the Ministry of Environment in September 2011, which brought together the President's office and various line Ministries, in addition to high-level international participants. The first steps towards the decentralization of the process to the provincial level have been taken, which is an important achievement in DRC's context - given the size of the country, and more importantly the difficult infrastructure and capacity constraints at the provincial level. REDD+ Focal Points have been hired in all 11 Provinces, and their presence on the ground is expected to give a new dynamic to the process at the provincial level. The Provincial Focal Points will monitor pilot projects and other interventions on the ground with a view of feeding into the National REDD+ Strategy, engage in the local-level dialogue on deforestation and forest degradation and potentially preparing provincial-level REDD+ strategies. The National Coordination Unit has also done a remarkable job of coordinating different REDD+ interventions in the country. The Forest Investment Program, for instance, is fully aligned with the Readiness process and should directly contribute to the latter by generating important lessons during project design and implementation. The team in charge of managing the FIP is under the overall responsibility of the National REDD+ Coordination.

DRC has carried out a fair amount of consultation and information sharing activities on different components of the Readiness process. These activities so far have been mainly concentrated in Kinshasa but also some have also been carried out in the provinces. The REDD+ Readiness process has been conducted in a participatory manner and has brought various stakeholders together to discuss strategic, legal and institutional issues related to REDD+. This has in turn strengthened the role of civil society organizations (including those representing indigenous peoples and other forest-dependent communities) in policy making. As a result, national CSOs today demonstrate an important level of support to the overall REDD+ Readiness process, as evidenced by their support in international fora of the proposals put forward by the Government (such as the R-PP, the FIP Investment Plan and the request for additional fund to the FCPF).

The country has progressed well on the preparing of a national REDD+ strategy, which is expected to be the result of analytical studies, consultations and on-the-ground activities. Among the analytical studies conducted, it is worth mentioning the in-depth analysis of causes of deforestation and forest degradation which combined remote sensing techniques, field visits to deforestation hotspots and literature review to produce a detailed analysis of deforestation and forest degradation in the country. Both Government and Civil Society Organizations were actively engaged in the preparation of the study, which also aimed at building a consensus on causes of deforestation in the country across stakeholders. Another important study currently under finalization that will feed into the National Strategy is the Strategic Environmental and Social Assessment, which has identified the main social and environmental risks of the strategic options currently under consideration, and proposed risk mitigation actions for each of these strategic options. Currently, the detailed analysis of strategic options to address the identified causes of deforestation is being conducted in a highly participatory way through multi-sectoral Thematic Groups. The framework national REDD+ strategy is expected to be ready by December 2012, building on the studies conducted and consultations. The country has also made some progress on the legal and institutional framework for REDD+, even though much

World Bank - Grant Reporting and Monitoring (GRM) Report

Report to Donor

Ref:	TF099125	Reporting Period:	07/01/2011 to 06/30/2012
Printed On:	05/10/2013	Report Type:	Progress Report
		Report Status:	Approved

remains to be done. DRC has adopted regulations on awarding permits to third parties to carry out REDD+ projects and initiatives in the country, and established a registry to ensure monitoring and reporting of these initiatives within national territory.

As a result of all these ongoing activities, the capacity of national actors working on REDD+ issues has been significantly strengthened through technical assistance, numerous training events, workshops and on-the-job capacity building. This strengthened capacity is expected to contribute to the broader agenda of sustainable forest management in the country.

The grant also achieved some results beyond what was initially planned. As an example, the regulations on REDD+ projects and initiatives adopted by the Ministry of the Environment, along with the national registry, has shown their proactivity in responding to emerging REDD-related risks. Another example has been the International REDD+ University, a national-level knowledge exchange and capacity building event bring together over 500 people annually over 10 days of learning and discussions on REDD+ issues.

Despite the progress, important challenges to the process remain. Primarily, high-level cross-sectoral coordination still needs to translate into concrete actions on the ground. Pressures on forests from development of different sectors, such as transport, mining, oil and agriculture, are likely to increase in the near future. The National REDD Committee and Inter-Ministerial REDD Committee, created to ensure cross-sectoral coordination and high-level steering of the process, have not worked as expected, and should be reformed. For REDD+ to be achieved, the country needs a clear vision on land use planning and management at central and decentralized level that can support sustainable use of its natural resources. Further governance reforms are also needed. In the forest sector, the rights of communities to manage forests need to be strengthened, so that they can engage effectively in local forest management, as foreseen by the 2002 Forest Law. Law enforcement need to be strengthened at all levels, and illegal logging tackled more forcefully. Some of the tools developed, such as the national registry, have not been yet implemented given low technical capacity. Human and institutional capacities need to be continuously strengthened, most particularly at the decentralized levels. In moving forward, DRC should clarify the institutional framework for REDD+, including the roles and responsibilities of different government agencies at the national and decentralized levels.

At the last joint mission to DRC (in August 2012), the Government and partners agreed on key actions to address some of these challenges, including: i) The membership of the National REDD+ Committee was to be renewed and its Secretariat strengthened by hiring a dedicated staff at the National REDD+ Coordination. An in-depth reflection on a potential reform of the REDD+ institutions, in view of the future REDD+ phases, should also be conducted; ii) The strategy should have a full section on governance issues, and how the government plans to address some of the priority actions in terms of forest governance strengthening during the implementation of the strategy. Land use planning is also to be clearly indicated as a key strategic option to achieve REDD+ in DRC; iii) continued capacity building should be targeted in the request for additional financing from the FCPF and from other donors.

Overall progress from 07/01/2011 to 06/30/2012 with regard to Implementation of Grant Financed Activities: Comment:

(Please note that the expected results discussed below are those identified in the R-PP Assessment Note. It should also be noted that a detailed analysis of the planned x actual outputs achieved can be found under the Output section below)

Result 1: A National REDD+ Strategy (including the legal framework) is prepared and validated by national stakeholders. Following the recommendations of the independent mid-term evaluation, the government has proposed a step-wise approach to developing the strategy, with an initial emphasis on the preparation of a Framework REDD+ Strategy. This Framework REDD+ Strategy is currently available and is organized around five chapters: 1) Deforestation and Forest Degradation in DRC; 2) Political vision on REDD+; 3) Strategic Options (enabling and sectoral activities); 4) Implementation framework for the Strategy modalities; 5) Financial considerations. The strategy aligns well the proposed strategic options to the identified direct and indirect (underlying) drivers of deforestation, even though it still needs to conduct an exercise of prioritization of the proposed activities. The document is the result of a high-level of multi-sectoral consultation particularly through the Thematic Groups and the draft version currently undergoing a series of further consultations. It is expected to be finalized by December 2012. The preparation of a more in-depth "National Strategy" will continue in 2013, and should benefit from: i) lessons from ongoing pilot REDD+ projects; ii) the ongoing decentralization of the REDD+ process. Progress has also been achieved in identifying options for the 'Institutional and Legal' framework for REDD, including the identification of options for the management of a

World Bank - Grant Reporting and Monitoring (GRM) Report

Report to Donor			
Ref:	TF099125	Reporting Period:	07/01/2011 to 06/30/2012
Printed On:	05/10/2013	Report Type:	Progress Report
		Report Status:	Approved

REDD+ funds (creation of a National REDD+ Fund), of options to share benefits from REDD+, and the establishment of a process to manage REDD+ projects and initiatives, including the development of a national registry.

Result 2: National circumstances affecting the reference scenario are identified and quantified.

The country has prepared a roadmap to develop its national reference emissions level, and capacity has been built nationally to conduct the required analysis. A National Household Survey, led by the National Institute of Statistics, will provide detailed household-level on consumption of forest products and needs in terms of land. The Survey is currently under implementation and will generate key data for the preparation of the national reference emissions level. The preparation of the overall reference emissions level has been delayed given delays in conducting the Survey, whose financing by other donors was not concluded in the timeframe originally expected.

Result 3: A Strategic Environmental and Social Assessment (SESA) is prepared and validated by national stakeholders.

The SESA of the REDD+ process is ongoing, led by a National Oversight Committee and executed by the National REDD Coordination with support of an international consultancy firm. Preliminary REDD+ strategic options have been identified, and their social and environmental risks assessed. The results of this analysis have fed the preparation of the draft National Framework REDD+ Strategy. An Environmental and Social Management Framework is expected to be prepared by December 2012.

Grant follow-up and structure

Description and context of Grant:

For further information on the context of the grant, please refer to the R-PP Assessment Note prepared by the World Bank and available on <http://www.forestcarbonpartnership.org/fcp/node/65>

Expected follow up (if any): Follow up project or grant (non-Bank funded)

Comment on follow up:

As the REDD+ Readiness financial needs in DRC are not yet fully covered by the available funding from different sources, including that from the FCPF, the country has made a request for US\$ 5 million of additional funds to the FCPF. The FCPF Participants Committee has provisionally endorsed this request, subject to the country addressing a series of key issues raised by the PC members and a subsequent no-objection period.

In addition, as the ultimate goal of the REDD+ Readiness process is to help DRC improve management of its forest resources with a view to reducing its greenhouse gas emissions, the country has expressed an interest in developing an Emission Reduction Program Idea Note (ER-PIN) for consideration by the FCPF Carbon Fund in the future.

End Date of Last Site Visit:

Restructuring of Grant:

The grant may need to be restructured in case DRC is granted access to additional funding from the FCPF, as mentioned under "Expected Follow-up Activity" above.

OUTCOME

Comments on outcome achieved from 07/01/2011 to 06/30/2012

All the outcomes target values used here refer to the R-Package Assessment Criteria prepared by the FCPF.

Grant Outcome Indicators

Grant outcome indicators are listed below.

World Bank - Grant Reporting and Monitoring (GRM) Report

		Report to Donor	
Ref.	TF099125	Reporting Period:	07/01/2011 to 06/30/2012
Printed On:	05/10/2013	Report Type:	Progress Report
		Report Status:	Approved

National REDD+ Management Arrangements

Baseline No existing National REDD+ Management Arrangements
Value:
Date: 07/01/2011

Progress to Staffed, well-equipped, moderate level of technical capacity and cross-sectoral coordination National REDD+
Date: Coordination Unit. National REDD+ Committee not functioning.
Date: 06/30/2012

Target Value: Accountable and transparent, adequate budget, satisfactory technical capacity, clear mandate, capable of
ensuring good cross-sectoral coordination National REDD+ Management Arrangements.
Date: 03/31/2014

Consultation, Participation, and Outreach

Baseline No ongoing consultations on REDD+ issues
Value:
Date: 07/01/2011

Progress to Different stakeholders, particularly CSOs, are sensitized on REDD issues and have been consulted on design of
Date: the REDD+ strategy and other elements. Further provincial-level consultations needed
Date: 06/30/2012

Target Value: Stakeholders participate in decision making on REDD through clear, inclusive, transparent and timely
consultation processes. Information on REDD+ is shared timely.
Date: 03/31/2014

REDD+ Strategy Options

Baseline Little knowledge and no consensus on drivers of deforestation and forest degradation nor on strategic options
Value: to address those
Date: 07/01/2011

Progress to A draft framework strategy identifying a broad set of potential strategic options in-line with the identified
Date: drivers of deforestation is available and has been prepared in a participatory way
Date: 06/30/2012

Target Value: Strategic options prioritized based on drivers of deforestation via transparent and participatory process, and
selected based on feasibility assessment, consistent and integrated with other policies.
Date: 03/31/2014

Social and Environmental Impacts

Baseline No systematic analysis of social and environmental risks from potential strategic options to reduce
Value: deforestation and forest degradation
Date: 07/01/2011

Progress to Major social and environmental risks for strategic options under consideration have been identified and an
Date: Environmental and Social Management Framework spelling out mitigation options is drafted
Date: 06/30/2012

Target Value: SESA coordination arrangements in place, relevant social and environmental issues identified, REDD+ Strategy
takes into account social and environmental risks, ESMF in place.
Date: 03/31/2014

World Bank - Grant Reporting and Monitoring (GRM) Report

Report to Donor			
Ref.	TF099125	Reporting Period:	07/01/2011 to 06/30/2012
Printed On:	05/10/2013	Report Type:	Progress Report
		Report Status:	Approved

Reference Emissions Level/Reference Levels

Baseline DRC does not have a reference emissions level for the land use sector

Value:

Date: 07/01/2011

Progress to National circumstances affecting the reference emissions level are currently being partially identified through a

Date: National Household Survey

Date: 06/30/2012

Target Value: The approach to establish a reference emissions level, which in DRC is based on adjustments for national circumstances, is credible and defensible.

Date: 03/31/2014

COMPONENTS

Output and Implementation by Component

Component 1: Support to the coordination of the REDD+ Readiness Process and Multi-stakeholder Consultations

Status: Under Implementation

Planned Output: See detailed comments under section "Comment on implementation progress by component" below

Actual Output: See detailed comments under section "Comment on implementation progress by component" below

Component 2: Contribute to the design of a national REDD+ Strategy

Status: Under Implementation

Planned Output: See detailed comments under section "Comment on implementation progress by component" below

Actual Output: See detailed comments under section "Comment on implementation progress by component" below

Component 3 - Preparation of a National Reference Scenario for REDD+

Status: Under Implementation

Planned Output: See detailed comments under section "Comment on implementation progress by component" below

Actual Output: See detailed comments under section "Comment on implementation progress by component" below

Component 4 - Project Management

Status: Under Implementation

Planned Output: See detailed comments under section "Comment on implementation progress by component" below

Actual Output: See detailed comments under section "Comment on implementation progress by component" below

Comment on planned and actual Output

The components described here are those identified in the R-PP Assessment Note.

Comment on component implementation progress

(It should be mentioned that all planned outputs were expected at the end of the grant implementation period)

Component 1: Support to the coordination of the REDD+ Readiness Process and Multi-stakeholder Consultations

1.1 - Coordination of the REDD+ Readiness Process

Planned activity: Planned activity: Recruitment of provincial focal points for REDD / Actual implementation to date: All Provincial Focal Points have been hired and deployed.

World Bank - Grant Reporting and Monitoring (GRM) Report

Report to Donor

Ref.	TF099125	Reporting Period:	07/01/2011 to 06/30/2012
Printed On:	05/10/2013	Report Type:	Progress Report
		Report Status:	Approved

Planned activity: Capacity building for National Coordination and Provincial Coordinator / Actual implementation to date: Formal and informal capacity building is ongoing (including technical assistance, workshops, and international visits).
Planned activity: Equipment for national coordination / Actual implementation to date: All equipment was purchased.
Additional equipment for the Provincial Focal Points has been acquired.

#

1.2 - Promotion of Multi-stakeholder Consultations

Planned activity: Recruitment of a national Information, Education and Communication Specialist / Actual implementation to date: Staff hired. In addition, two members of CSOs have been hired to support the Communications specialist on a permanent basis.

Planned activity: Preparation of communication material / Actual implementation to date: Various communication materials have been prepared (pamphlets, theater plays, calendars, etc). Additional and updated written material targeted at different audiences is to be prepared. The international REDD+ University has gathered over 800 people around intense discussions and capacity building on REDD+ issues in 2011. The FCPF is providing support for the preparation of a high-quality website (www.redd.cd).

Planned activity: Support to national community radio network / Actual implementation to date: This activity was not judged a priority at this stage and was dropped.

Component 2: Contribute to the design of a national REDD+ Strategy

2a - Preparation of the National REDD+ Strategy

Planned activity: Recruitment of national and international consultants to support preparation of the REDD+ strategy / Actual implementation to date: Consultants hired and operational. A draft Framework National REDD+ Strategy is available and has been prepared in a highly inclusive process. 16 Thematic Coordination Groups bringing together representatives from government (various Ministries), civil society and have been convened to assess in detail each strategic option identified. The final Framework Strategy is expected for December 2013.

#

2b - Preparation of the REDD+ Implementation Framework

Planned activity: Study on the establishment of a national REDD+ Fund / Actual implementation to date: The UNDP launched the preparation of a REDD+ Multi-Donor trust fund (MDTF). Hence, this FCPF activity was dropped, as it was led by the UNDP. FCPF funds may be used for continuing to assess options for the management of the resources, or to furthering the preparation of the National REDD+ fund under consideration.

Planned activity: Assessment of legal and institutional choices for the REDD framework / Actual implementation to date: A study and various capacity building activities on options for REDD+ benefit sharing have been completed. FCPF funds have been mobilized to prepare the Decree on #Registration of REDD+ projects# and in the preparation of the national REDD+ registry. Additional legal and institutional analysis of the REDD+ process will be conducted in the near future, in close collaboration with the work being conducted by GLOBE (Global Legislators Organizing for a Balanced Environment). An analysis of options for benefit sharing arrangements for REDD+ was conducted by a consortium of national NGOs, followed by various discussions with national stakeholders. Benefit sharing models are to be tested by the pilot REDD+ projects. The country should adopt some sort of regulation on benefit sharing by the end of 2013.

Planned activity: Conceptualization of an Integrated Excellence Center on Climate / Actual implementation to date: This activity was not deemed a priority at this stage and will not be implemented with FCPF funding, but rather with funds from other partners currently under identification.

#

2c - Strategic Environmental and Social Assessment

Planned activity: Consultancy to support the National SESA Commission for REDD in DRC / Actual implementation to date: The Strategic Environmental and Social Assessment of the REDD+ process is ongoing. An international consultancy firm (AGRECO) was hired to support the Ministry of Environment in conducting the exercise. A national consultant was hired to follow the process from the National REDD+ Coordination on a continual basis. The mainstreamed SESA methodology developed by the FCPF was used at the start of the process to allow for an early identification of strategic options, whose social and environmental risks could be analyzed. The National SESA Overseeing Committee is also operational and supported by the FCPF.

Component 3 - Preparation of a National Reference Scenario for REDD+

Report to Donor

Page 7 of 10

World Bank - Grant Reporting and Monitoring (GRM) Report

		Report to Donor	
Ref.	TF099125	Reporting Period:	07/01/2011 to 06/30/2012
Printed On:	05/10/2013	Report Type:	Progress Report
		Report Status:	Approved

Planned activity: Support to the national household survey in DRC / Actual implementation to date: The National Household Survey will provide important household-level data for the preparation of the reference scenarios. The Household Survey has been delayed due to difficulties faced by the National Institute of Statistics in securing financing for the whole survey exercise. However, the survey has now been launched and data should be available by mid 2013.

Planned activity: Study on spatial analysis / Actual implementation to date: The modeling exercise has not been launched yet. A first workshop is to take place in October 2012.

Planned activity: Analysis of quantitative data / Actual implementation to date: This activity will be launched once the data from the household survey is available.

Component 4 - Project Management

Status: The FCPF funds are managed by the Unité de Coordination du Projet Forêt et Conservation de la Nature. They have Financial Management and Procurement competency to deal with World Bank fiduciary rules. However, there has been some lack of clarity as to roles and responsibilities between this Unit and the National REDD Coordination, which caused delays in the finalization of some contracts. The situation was addressed, and the communication between these two entities shows signs of improvement.

EXECUTION

Bank project related to the grant

Project ID / Name: P124072 - DRC-FCPF REDD READINESS
Project Status: Lending
Global Focal Area: Climate change
Product Line: CN - Carbon Offset

Implementing agency and contact details

Agency: National REDD Coordination Unit, Ministry of Environment, Nature Cons & Tourism
Contact: Tosi Mpanu-Mpanu
Address: National REDD Coordination Unit, MECNT, Kinshasa
Phone: +243 999 943 308 Email: tosi.mpanu@gmail.com
Website:

PROGRAM

Program Specific Questions

1. Describe progress in how the Grant activities are being coordinated with other REDD+-related initiatives, including those funded by others.

##The National REDD+ Coordination in DRC should be commended for its efforts of coordinating a complex process with multiple donors and stakeholders. They have managed to keep donor efforts coordinated by engaging all the key stakeholders including all technical and financial partners in one single REDD+ process and by maintaining a relatively simple institutional set-up. . The R-PP has served as the roadmap around which other donors# and partners# initiatives are coordinated.

##The FCPF support is fully embedded in the larger REDD+ Readiness process. There is a high-level of coordination with the UN-REDD program, which is financing the Readiness process with USD 5.5 million. The same team on the government side manages both programs. Various staff members previously financed by UN-REDD are now financed by FCPF. The two Programs have shown flexibility in responding to the needs of the process by reallocating some budget as priorities evolved. The FCPF and UN-REDD programs are fully committed to the principle that in DRC there is only one Readiness process, although it is supported by different donors.

##The FCPF has been coordinating closely with the Forest Investment Program. Some of the studies conducted during the FCPF

World Bank - Grant Reporting and Monitoring (GRM) Report

Report to Donor			
Ref.	TF099125	Reporting Period:	07/01/2011 to 06/30/2012
Printed On:	05/10/2013	Report Type:	Progress Report
		Report Status:	Approved

phase have been used in the preparation of the FIP Investment Plan. The institutional arrangements for the FIP build on those put in place by the government with the support from the FCPF and UN-REDD, such as the National REDD Coordination, National REDD Committee and the network of CSOs involved in REDD (GTCCR).

#The National REDD Coordination Unit has been active in seeking additional collaboration for other donors, including Norway and the European Union to finance other Readiness activities (such as further consultations at the decentralized level).

2. Describe any important changes in the technical design or approach related to the Grant activities.

In managing the FCPF grant, the World Bank has sought to remain flexible to respond to the emerging needs of this innovative process. Following the recommendations of the independent mid-term evaluation, the government has proposed a step-wise approach to developing the strategy. By late 2012, the country plans to have a framework REDD+ strategy. The preparation of a more in-depth "National Strategy" will continue in 2013, and should benefit from: i) lessons from ongoing pilot REDD+ projects; ii) the ongoing decentralization of the REDD+ process.

In June 2012, the World Bank agreed to reallocate some funds to the Provincial Focal Points, including equipment and operational funds, and to the Thematic Coordination Groups in charge of contributing to the strategy preparation. It should be noted that these new activities fall within the scope of the R-PP.

3. Describe progress in addressing key capacity issues (implementation, technical, financial management, procurement) related to this Grant.

National capacities on REDD+ in general, and specifically on the identification of strategic options to reduce emissions from forest and forest degradation and of associated social and environmental risks, have increased substantially. This capacity is spread across different sets of stakeholders, including the Government (Ministry of Environment, Agriculture, Rural Development, Energy, Land Issues, among others) and civil society organizations. The capacity of national actors, including the government and civil society has been strengthened, on REDD+ issues through technical assistance, numerous training events, workshops and on-the-job capacity building.

As to financial and procurement capacity, the FCPF / WB have worked closely with the Unité de Coordination du Projet Forêt et Conservation de la Nature. They have Financial Management and Procurement competency to deal with World Bank fiduciary rules. However, there has been some lack of clarity as to roles and responsibilities between this Unit and the National REDD Coordination, which caused some delays in the finalization of some contracts. The WB has promoted further discussion between these two entities and the relationship shows signs of improvement.

4. Describe progress in addressing social and environmental issues (including safeguards) related to the Grant. Is the SESA conducted in accordance with the Common Approach?

The Strategic Environmental and Social Assessment (SESA) of the REDD+ process is ongoing. An international consultancy firm (AGRECO) was hired to support the Ministry of Environment in conducting the exercise. A national consultant was hired to follow the process from the National REDD+ Coordination on a continual basis. The mainstreamed SESA methodology developed by the FCPF was used at the start of the process to allow for an early identification of strategic options, whose social and environmental risks could be analyzed. Along with the low level of capacity within government on this issue, the timing of this exercise posed a great challenge. The process needed to be launched early, so as to enable the consideration of social and environmental risks in the choice of strategic options for the Strategy, but not too early, otherwise the strategic options would not yet have been identified.

The ongoing SESA process is providing a major contribution to the design of the National REDD+ Strategy by identifying the social and environmental risks of the strategic options being considered as elements of the National Framework Strategy. The SESA process will also result in the preparation of an Environmental and Social Management Framework (ESMF) and other safeguards instruments. A zero draft of the National REDD+ Strategy has been prepared in a participatory fashion. SESA has played a catalyzing role in bringing together the multi-stakeholder Work Groups to analyze the strategic options under consideration. The zero draft of the Strategy should serve as the basis for subsequent versions, with a final framework strategy document expected by December 2012.

World Bank - Grant Reporting and Monitoring (GRM) Report

Report to Donor			
Ref.	TF099125	Reporting Period:	07/01/2011 to 06/30/2012
Printed On:	05/10/2013	Report Type:	Progress Report
		Report Status:	Approved

5. Is the ESMF prepared in accordance with the Common Approach?

The ESMF is being prepared as part of the FCPF process. The ESMF and other safeguard documents (Indigenous Peoples Development Framework, Process Framework, etc.) will be prepared taking into account the social and environmental risks identified for each strategic option identified in the zero draft of the strategy (discussed above). This strategy identifies different categories of activities that could be implemented under the REDD+ process. For each category, the ongoing activities have been identified. The ESMF will be prepared based on these types of activities. The methodology adopted focuses on participatory workshops convening representatives of various stakeholders, including indigenous peoples. The recommendations from these workshops form the basis for the Management Frameworks.

6. Describe progress in stakeholder consultation, participation and disclosure related to this Grant.

As to consultations, the National REDD Coordination has played a commendable role of involving various stakeholders throughout the process. Consultations are held every time ToRs for a new study are prepared, when the study is launched, during the study and when outputs are validated. CSOs are often invited to implement parts of these studies. A strong partnership with the Working Group on Climate and REDD+ (GTCR) has allowed the Coordination to reach out to various organizations through the networks built by CSOs themselves. The relation with the GCTR itself has not been easy due to internal conflicts among different NGOs groups, but the Coordination has taken a very proactive role in mediating these conflicts. Most of the consultations are concentrated in Kinshasa, which has attracted some criticism. However, it is expected that consultations will be increasingly decentralized now the Provincial Focal Points are in place. It should also be noted that not all aspects of the process need to be discussed at the decentralized level, and that there is a real danger of consultation fatigue and raising expectations too high. A senior expert on communication was hired, along with two CSO assistants designated by the CSOs themselves. Various communication materials on REDD+ have been prepared, including brochures and radio spots. A noteworthy event organized by the National REDD+ Coordination is the international REDD+ University, which, for two consecutive years (2010 and 2011), gathered over 800 people around intense discussions and capacity building on REDD+ issues.

DISBURSEMENTS

Disbursements Summary in USD

Date From	Date To	Planned Cumulative	Planned Period	Actual Cumulative	Actual Period
01/01/2011	06/30/2011	0.00	0.00	0.00	0.00
07/01/2011	12/31/2011	0.00	0.00	400,000.00	400,000.00
01/01/2012	06/30/2012	0.00	0.00	796,881.91	396,881.91
07/01/2012	12/31/2012	0.00	0.00	1,270,810.39	473,928.48
01/01/2013	06/30/2013	0.00	0.00	1,884,098.28	613,287.89
07/01/2013	12/31/2013	0.00	0.00	0.00	0.00
01/01/2014	06/30/2014	0.00	0.00	0.00	0.00
07/01/2014	12/31/2014	0.00	0.00	0.00	0.00